

Les Études du CERI
N° 37 - janvier 1998

**La réforme des entreprises publiques
en Chine
et sa gestion sociale**

Le cas de Shenyang et du Liaoning

**Antoine Kernén
Jean-Louis Rocca**

La réforme des entreprises publiques en Chine et sa gestion sociale

Le cas de Shenyang et du Liaoning

Antoine Kernen
Université de Lausanne

Jean-Louis Rocca
CERI / FNSP

Pour tenter une nouvelle fois de résoudre les difficultés des entreprises d'Etat, les représentants du Parti, réunis en 15^{ème} Congrès à Pékin à la mi-septembre 1997, ont affirmé le principe de l'ouverture de leur capital. Ce principe était déjà à l'œuvre dans de nombreuses villes. Les départements et administrations dont dépendaient les entreprises pouvaient décider de mettre en vente tout ou partie de leur capital pour financer la modernisation technologique ou pour se débarrasser des plus déficitaires. Cette vente d'actifs de l'Etat prend place dans un processus de transformation des entreprises d'Etat en sociétés par actions. Cette politique marque une accélération des réformes, mais s'inscrit aussi dans le prolongement des précédentes.

Si tout le monde s'accorde à noter l'importance de ce changement, les avis divergent pour qualifier sa nature. La presse économique y a vu le signal du début des privatisations en Chine, ouvrant de grandes perspectives pour les investisseurs étrangers. Le gouvernement chinois récuse le terme de privatisation en affirmant que la vente d'une partie des actifs ne l'empêche pas de maintenir un contrôle sur ses entreprises. Il minimise ainsi l'importance du changement pour l'inscrire dans la continuité d'une ouverture justifiée essentiellement par la nécessité de la modernisation économique : à ses yeux, si les mécanismes boursiers peuvent être utiles pour financer la modernisation des entreprises d'Etat, il se doit de les utiliser.

D'un point de vue formel, force est d'admettre que la transformation d'entreprises en sociétés par actions n'induit pas (ou pas forcément) une privatisation. Qui plus est, les règlements limitent l'ouverture aux capitaux privés. Dans les grandes entreprises cotées en bourse, l'Etat veille à conserver la majorité absolue ou au moins relative ; et les parts des petites entreprises ne sont pas vendues publiquement : elle ne peuvent être achetées que par les employés ou des investisseurs institutionnels. Les

mécanismes mis en œuvre pour transformer la propriété ne sont pas ouverts. L'Etat ne vend pas ses entreprises au plus offrant. Ces restrictions dans la vente des entreprises d'Etat tout comme dans la définition des acheteurs permettent d'éviter une privatisation formelle et forcent à se ranger derrière l'avis de Jiang Zemin lorsqu'il affirme que la propriété publique va rester prédominante en Chine. En d'autres mots, les apparences sont sauves même si la dénomination de « propriété publique » recouvre des réalités de plus en plus variées. En effet, si, officiellement, l'heure n'est pas encore à la privatisation, des pratiques curieuses se font jour en Chine. Shenyang a, par exemple, déjà expérimenté à grande échelle les sociétés par actions ou la vente d'entreprises aux travailleurs. Derrière le statut juridique très large d'investisseur institutionnel se cachent parfois quelques individus, mais des individus souvent très liés au pouvoir. Derrière la façade du maintien du *statu quo* se cachent des transformations de la propriété dont l'ampleur est déjà perceptible.

Beaucoup d'observateurs considèrent que la question de la propriété est la plus déterminante de toutes celles qui surgissent à l'occasion de la réforme des entreprises publiques. Certes, elle justifie à elle seule une analyse du processus réel de réforme. Néanmoins d'autres questions se posent. Comment un Etat qui se présente toujours comme socialiste s'y prend-il pour liquider une industrie publique qui constituait jusque-là un des principaux éléments de sa puissance ? Comment ce même Etat socialiste administre-t-il la crise du travail qu'il a lui-même provoquée et qui détruit peu à peu sa base sociale, l'emploi urbain ? Comment les victimes de ce processus réagissent-elles à ce séisme qui touche aussi bien à leur statut qu'à leurs conditions de vie ? Comment évolue le rôle des organismes publics et parapublics (ce que l'on appelle en Chine les organisations de masse) face à ce « retrait » de l'Etat de la gestion directe de l'économie ?

Pour répondre à ces questions en évitant de trop vite généraliser et de dépendre entièrement des discours officiels, mieux valait s'intéresser à un terrain précis. Le Liaoning, en particulier la ville de Shenyang, apparaît d'emblée comme un lieu prometteur pour une telle recherche. Base de l'industrie socialiste s'il en fut, Shenyang est largement vouée à l'emploi socialiste. Le secteur de l'économie d'Etat faisait vivre plus de 70% des salariés de la ville au début des années quatre-vingt et occupe encore aujourd'hui 53% de la population active ; ces chiffres sont très supérieurs à la moyenne nationale. Toutefois, comme l'indique le titre de cette étude, c'est parfois de la situation du Liaoning dans son ensemble qu'il y est question. Ce choix est parfois justifié par le souci d'une vision plus large mais parfois aussi par un manque de données chiffrées. En effet, plus le terrain sur lequel porte l'étude d'un phénomène est étroit et plus il est difficile d'obtenir des chiffres. Cette spécificité chinoise est due parfois à une discrétion délibérée mais parfois aussi à l'ignorance. Plus on s'enfonce dans la réalité chinoise et moins sont nombreux les chercheurs ou les journalistes susceptibles de vous informer. Il faut alors tomber sur *la personne qui sait* et qui veut bien vous renseigner. Néanmoins, et malgré ces défauts, le travail au plus près de la réalité est indispensable à l'analyse de l'évolution des questions sociales et économiques et une grande partie des sources utilisées ici proviennent des séjours

que nous avons effectués, seuls ou ensemble, et dont le dernier remonte à juillet 1997. A ces différentes occasions, nous avons pu accéder à des travaux de chercheurs locaux d'excellente qualité et mener avec eux de fructueux entretiens. Les missions de terrain nous ont aussi permis de rencontrer des responsables d'organismes publics (bureau de la réforme du système économique de la ville, bureau du travail) et parapublics (syndicats, fédération des femmes) et surtout de multiplier les visites de sites industriels et les discussions avec les habitants au hasard des rencontres. Les sources de terrain ont été complétées par le dépouillement du *Shenyang Ribao* (Quotidien de Shenyang) et aussi de la presse de Hong Kong. Les données obtenues, qualitatives et quantitatives, peuvent se répartir en trois catégories : officielles, officieuses (provenant de personnages officiels mais n'ayant pas de caractère officiel ou en contradiction avec les sources officielles) et enfin indépendantes (presse indépendante, discussions informelles).

La réforme d'une base industrielle : Shenyang

Shenyang, située au centre d'un important bassin minier, fait partie, au même titre que Shanghai ou Wuhan, des plus anciens sites industriels de Chine. La proximité des mines de charbon et de fer a permis le développement d'une industrie lourde forte consommatrice d'énergie. Cette industrialisation précoce remonte à la fin du siècle passé, période durant laquelle Japonais, Russes et Chinois se disputaient le territoire. La Mandchourie, perçue alors comme une immense terre vierge et riche en matières premières, a été un des grands enjeux du XIX^{ème} siècle. Sa modernisation sera pour chaque acteur un moyen d'accroître son influence sur le territoire et d'en tirer profit et richesses. Le développement de voies ferrées a servi à accroître cette domination économique et militaire. Il n'existe donc pas, jusqu'à la colonisation japonaise (1931), de cadre unique à la modernisation ; celle-ci résulte de la compétition entre trois Etats pour le contrôle de la région.

Face aux prétentions territoriales de ses voisins, la Chine a répondu dans un premier temps par l'arme démographique. Ainsi la population de la région passe de 9 millions au tournant du siècle à 40 millions en 1940. L'accroissement de la population va engendrer une croissance quantitative de l'agriculture. Et, stimulés par les opportunités d'exportation offertes par les multiples lignes de chemin de fer, des ateliers de production d'huile de soja, de tofu et d'alcool de sorgho se développent durant ces années-là. L'exploitation des richesses minières par le Japon et la Russie débute aussi au tournant du siècle mais ne prendra de l'ampleur qu'à partir des années vingt. La Chine ne reste pas non plus inactive dans le secteur industriel. Sous l'impulsion de Zhang Zuolin, « homme fort » de la région à l'époque, Shenyang développe une industrie textile et une petite industrie militaire.

Le passage d'une exploitation des ressources naturelles de la Mandchourie au

développement d'une base industrielle s'est fait progressivement grâce à l'action parfois concurrente des trois Etats. Il faut cependant attendre l'établissement du Manchukuo japonais pour que l'industrialisation prenne toute son ampleur. Les industries lourdes qui sont développées à cette période sont restées la base du tissu industriel de la province, et particulièrement de Shenyang. La ville connaît alors un très fort développement et se transforme progressivement de centre de petit commerce et d'artisanat en cité industrielle populeuse.

A l'arrivée au pouvoir des communistes, la ville est le centre d'industrie lourde le plus important de Chine, et cela malgré les dommages causés par les guerres. L'ensemble de la province du Liaoning a hérité d'une infrastructure qui n'a pas son pareil en Chine. L'intérêt stratégique de cette base industrielle pour le nouveau pouvoir va accélérer sa reconstruction. L'industrie d'armement laissée par les Japonais contribuera à l'effort de guerre contre les armées nationalistes puis lors des événements de Corée. Durant le premier plan quinquennal, la province recevra 6,5 milliards de yuans de l'Etat pour la remise à flot de son économie. Elle sera aussi une des cibles privilégiées du programme de reconstruction puisqu'on y trouve 24 des 156 projets d'investissement prioritaires financés par l'aide russe. Enfin, elle profitera des prix fixés à des niveaux arbitrairement bas par l'Etat pour les matières premières et l'énergie. Dès lors, en moins de quatre ans, la production industrielle et agricole de la province va retrouver son niveau antérieur à la débâcle japonaise. Comme le note Hu I-min : « La production industrielle de la province connaît un taux de croissance exceptionnel de 25,3 % », ce qui, ajoute-t-il, « prouve l'incontestable supériorité du communisme sur le capitalisme ». Dans les grandes lignes, les orientations du développement du nouveau pouvoir reprennent celles des Japonais. La province poursuit donc le développement de la sidérurgie, de la production de machines-outils et de l'automobile en tirant profit des abondantes ressources en métaux et en charbon qui entourent la ville. Elle développera plus tard la pétrochimie après la découverte de champs pétrolifères dans la région.

Depuis la fin des années soixante, le bilan officiel est beaucoup plus mitigé. Le Grand Bond en avant et surtout la Révolution culturelle auront une incidence importante sur la production industrielle de la province. En 1978 pourtant, à la veille des réformes économiques, le Liaoning demeure une des provinces les plus riches et les plus industrielles de Chine. La valeur de la production de ses industries lourdes est la plus importante du pays, alors que celle de l'industrie légère la place au cinquième rang. Cette richesse relative s'exprime aussi à travers les transferts fiscaux opérés par le Liaoning au profit du reste de la Chine. Aujourd'hui que la province a bien besoin de l'aide de l'Etat central, ses chercheurs aiment à rappeler qu'elle lui a versé 112 milliards de yuans au titre de l'impôt entre 1952 et 1988, sans parler des dons de produits industriels et des millions de tonnes de minerai de fer, de charbon, d'acier ou de pétrole. Plus riche, le Liaoning a aussi une main-d'œuvre mieux formée, et les diverses universités techniques de la ville de Shenyang ou de Dalian sont (ou étaient) réputées. Nombreux sont les cadres, y compris ceux de l'échelon national, qui y ont suivi des études. La province a contribué au développement des autres régions de la

Chine par l'envoi de 60 000 ingénieurs.

A la veille des réformes, la ville de Shenyang a donc réussi à développer un important tissu industriel, dont les principales caractéristiques sont la surabondance de la main-d'œuvre et la faible productivité. Pourtant, les difficultés des entreprises de Shenyang ne sont pas apparues tout de suite : entre 1978 et 1983, la croissance industrielle de la ville est rapide. Le secteur des biens de consommation connaît un véritable boom. L'entreprise de bicyclettes de la ville, qui a depuis fait faillite, accroît sa production de 50 % et l'usine de Weijing (glutamate de potassium), aujourd'hui également en faillite, de 70 %. Il en va de même pour les autres biens de consommation produits dans la ville : les montres, les machines à laver ou à coudre, la bière ou les cigarettes.

Ce n'est que plus récemment que ces entreprises se sont heurtées à des difficultés, en raison de l'accroissement de la concurrence, d'une mauvaise gestion et d'investissements inconsidérés. Shenyang, qui a été l'une des locomotives de l'industrialisation socialiste, doit faire face au changement des règles du jeu de la modernisation. Les matières premières, l'énergie et la main-d'œuvre ayant désormais un coût, la rentabilité des entreprises diminue brutalement. Après vingt ans de réformes, le tissu industriel de la ville est sinistré. Officiellement, 50 % des entreprises de ses 14 départements industriels sont en déficit. Les nombreuses grandes entreprises qu'elle compte sont en situation difficile : 255 sur 333 vont mal ou sont au bord de la faillite. Nombre d'entre elles ne payent déjà plus les salaires. La situation des 1 417 petites entreprises d'Etat n'est guère plus brillante.

Fin 1996, la ville de Shenyang comptait 997 entreprises à l'arrêt rassemblant 270 000 salariés. Il ne s'agit pas exclusivement d'employés de l'Etat puisque de nombreuses entreprises collectives de la ville sont aussi en difficulté. A Shenyang, les spécialistes font la différence entre les nouvelles entreprises collectives qui soutiennent, comme ailleurs en Chine, la croissance de la ville et les anciennes qui ont développé le même type de fonctionnement que les entreprises d'Etat, et font aujourd'hui face à des problèmes assez similaires.

Parmi tous les facteurs avancés par les spécialistes pour expliquer les difficultés des entreprises d'Etat, il convient dès à présent d'en écarter deux. Tout d'abord, s'il est exact qu'aujourd'hui le capital manque pour entreprendre la modernisation technologique des entreprises d'Etat, tel n'a pas toujours été le cas. Dans le Liaoning, en effet, divers rapports révèlent l'importance des sommes investies pour la modernisation technologique durant les années quatre-vingt, mais aussi la fréquence des achats inconsidérés. « Les achats à l'étranger ont permis de réformer 600 lignes de production et plus de 50 000 machines-outils mais, en raison d'erreurs graves, l'impact de ces achats a été limité »¹. Par ailleurs, et contrairement à un cliché largement répandu, la ville de Shenyang et le Nord-Est chinois n'ont pas commencé tardivement les réformes en raison d'une mentalité particulièrement attachée au

¹ *Zhongguo diqu fazhan yu chanye zhengce* [Développement régional et politique industrielle en Chine], Caijing chubanshe 1994, p. 274.

socialisme. Dès 1984, Li Chanchun (actuellement membre du Bureau politique) et une équipe de jeunes réformateurs prennent la direction des réformes dans la ville. Rapidement, les expériences économiques réalisées par la nouvelle municipalité placent Shenyang en première ligne des réformes. Elle a par exemple expérimenté les premières faillites, « légalisé » avant tout le monde les entreprises privées de grande envergure, etc. Les causes des difficultés économiques du Nord-Est chinois sont plutôt à rechercher dans la particularité de la trajectoire économique de la région marquée par l'importance des entreprises d'Etat. Elle est dès lors un concentré des problèmes que l'on retrouve ailleurs en Chine à des degrés moindres.

Certains auteurs ont déjà montré que le coût économique du mini-Etat social dont bénéficient (ou bénéficiaient) les ouvriers dans les unités de production est important. La mise à disposition de logements, d'écoles, d'hôpitaux, ainsi que le financement des retraites accroissent le prix du travail de 40 % par rapport aux entreprises rurales. Une autre étude complète cette image en montrant que la segmentation du marché de la main-d'œuvre résultant du système de résidence (*hukou*)² a contribué à surévaluer le travail urbain. Ce facteur explique aussi en partie, à côté des changements de la politique fiscale, de la corruption et des erreurs de gestion, les déficits chroniques et l'endettement des entreprises d'Etat. A cela il faut ajouter la multiplication des chevauchements, légaux ou non, entre secteurs privé et public, qui ont grandement contribué à l'endettement du second. La multiplication des filiales dans les secteurs les plus rentables de l'économie (services, immobilier, etc.) en est un exemple. Le corollaire de ce phénomène est une sorte de privatisation spontanée et une diminution des actifs publics. Jin Pei, dans un récent article, évalue ces pertes de la propriété étatique à un montant annuel de 50 milliards de yuans, et Jiang Qianguai estime que 11,6 % de la propriété étatique a disparu.

Le temps des privatisation spontanées

L'échec de la réforme des entreprises d'Etat peut être relativisé lorsque l'on abandonne une approche exclusivement économique pour s'intéresser aux pratiques des acteurs. On s'aperçoit alors que, même si ces entreprises ne sont pas devenues des entreprises rentables, leur fonctionnement s'est transformé en une vingtaine d'années. Elles ne ressemblent nullement à ces dinosaures décrits par certains : trop grands, incapables de s'adapter, et voués à l'extinction. Loin d'être un poids mort dans

² Pour éviter les migrations et assurer le contrôle social, chaque citoyen était « fixé » dès sa naissance dans son lieu de résidence. Il ne pouvait quitter cet endroit, même pour une courte période, sans autorisation officielle. Seule l'autorité pouvait décider d'un déménagement ou d'un changement d'entreprise. Encore aujourd'hui, les migrants ruraux ne sont pas considérés comme des citoyens à part entière pouvant profiter des services sociaux car ils ne possèdent pas de *hukou* urbain. Néanmoins, il est dorénavant possible d'acheter un *hukou*, soit légalement soit illégalement.

les réformes, les entreprises d'Etat en sont devenues un des principaux acteurs. La « contrainte budgétaire lâche » (Kornai), c'est-à-dire l'absence de contrôle de l'endettement des entreprises, et certaines politiques réformistes ont eu pour conséquence de faire d'elles un champ d'action des réformes. Le manque de rigueur comptable, qui a favorisé l'accroissement de leur endettement, a aussi permis une transition en douceur, faisant, dans un premier temps, l'économie de son coût social. Déficitaires, les entreprises d'Etat n'en ont pas moins accompagné et soutenu la transition de l'économie chinoise. L'analyse des réseaux qui les traversent montre comment le développement d'activités économiques annexes ou affiliées a facilité la reconversion d'une partie des surplus de main-d'œuvre. Ainsi, au prix de leur propre efficacité, elles ont parrainé de nombreuses nouvelles entreprises dans la ville de Shenyang. Dans cette perspective, l'image des entreprises d'Etat se transforme. Elles ne se contentent plus de subir la transition, mais agissent sur elle. Au bord de la faillite, elles restent un vivier d'entreprises et d'initiatives. L'unité de travail (*danwei*), base du quadrillage maoïste urbain du social, est aujourd'hui au centre des stratégies de transition mises en œuvre par les employés et les cadres. Ceux-ci utilisent les chevauchements entre position étatique et position d'accumulation, ce qui facilite le passage vers l'économie marchande. En reprenant un concept avancé par un groupe de chercheurs analysant la société russe et ukrainienne, ces différentes pratiques peuvent être analysées en termes de « privatisations spontanées » (Johnson, Kroll & Eder).

L'élément le plus marquant de la réforme des entreprises d'Etat est l'accroissement progressif de l'autonomie des gestionnaires. Dès le début des années quatre-vingt, avec le « système de responsabilité économique », le rôle du chef d'entreprise et la nécessité d'une autonomie de gestion ont été mis en avant. Par la suite, cette marge de manœuvre sera encore accrue par les systèmes de contrat de gestion (*chengbao*) mis en place à partir de 1984 et généralisés en 1988. Mais, paradoxalement, cette autonomie prend effet alors que le statut des travailleurs reste pour ainsi dire inchangé. C'est donc à travers le développement d'entreprises affiliées que s'exprime la nouvelle vitalité des entreprises d'Etat.

Au début des réformes, le développement d'entreprises affiliées dans le secteur des services a pour but de créer des emplois. Le compte rendu d'une conférence des cadres des grandes et moyennes entreprises sur ce thème, tenue en 1985 à Shenyang, est très explicite. Il s'agit certes de favoriser ce secteur très peu développé dans la ville mais surtout de fournir de nouveaux postes de travail. On désire alors améliorer l'utilisation de la main-d'œuvre et offrir des opportunités de travail aux enfants des employés. Dans cette optique, chaque entreprise a rivalisé d'inventivité pour créer des emplois dans les services de proximité, concurrençant ainsi le petit commerce privé. Le bureau des transports de Shenyang ouvre des petits restaurants, des ateliers de confection et de réparation de vêtements. En deux ans, il crée 10 230 emplois dans 91 entreprises.

Progressivement, le développement des entreprises affiliées n'est plus seulement un palliatif au chômage, mais devient une stratégie d'enrichissement pour certains cadres.

Ainsi, dès le milieu des années quatre-vingt, Shenyang, comme toutes les grandes villes, vit à l'heure des « société » (*gongsis*). Au sein d'entreprises d'Etat, mais aussi d'administrations ou d'écoles se créent des entreprises commerciales dont la force principale est de pouvoir jouer sur la dualité des prix. Les *gongsis* achètent au prix du plan pour revendre au prix du marché. « Profitant de ce marché dans lequel certains biens sont rares, des cadres jouent sur leur pouvoir dans presque tous les domaines, des biens de consommation aux matières premières, des droits d'exportation au commerce de voitures de luxe. Ils agissent autant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Chine. Ces personnes n'ont besoin pour opérer que de cartes de visite, d'une licence, d'un téléphone et d'un compte en banque. Ils réalisent de cette manière des profits ahurissants »³.

En 1984-1985, il y avait en Chine 300 000 entreprises de ce type. En 1985, le Conseil des affaires d'Etat adopte une série de règlements pour interdire aux familles de cadres et de fonctionnaires de faire du commerce. La campagne de nettoyage qui a marqué leur mise en œuvre n'a fait chuter que temporairement le nombre des *gongsis*. Avec le redémarrage des réformes en 1992, c'est sous la forme du *xia hai* que la création d'entreprises affiliées reprend. Ce terme, signifiant « se jeter dans la mer », était initialement utilisé pour désigner un chanteur d'opéra amateur qui entreprend de devenir professionnel. Officiellement, le « saut dans la mer » doit se faire sans bouée, mais la réalité est bien différente. A Shenyang, nombreux sont ceux qui n'ont pas besoin de quitter leur entreprise pour en créer une nouvelle. Les entreprises d'Etat encouragent leurs employés à créer des entreprises affiliées. « Les entreprises industrielles doivent aider les travailleurs en surplus à établir des sociétés de services. L'entreprise doit soutenir les ouvriers dans leur recherche de capital pour développer ces nouveaux types d'activités »⁴. Concrètement, les capitaux peuvent être prêtés avec intérêt par l'entreprise, ou celle-ci peut décider que le capital investi représente une participation dans la nouvelle entreprise affiliée. En outre, les plus motivés peuvent se constituer un capital de départ en obtenant une avance sur les fonds versés au titre de l'assurance-chômage.

La plupart du temps, les entreprises d'Etat ne créent donc que formellement ces entreprises de services, sous l'impulsion de tel ou tel groupe d'individus. Ce sont elles qui avancent le capital et qui, dans certains cas, continuent à garantir les salaires. La nouvelle entreprise remboursera l'investissement en payant des annuités à l'entreprise-mère. Cette relation de dépendance est des plus variées (location, contrat de gestion, société par actions...). Dans la plupart des cas, le directeur possède une large autonomie dans la gestion de « sa » filiale tout en profitant des « relations » politiques de son protecteur. Avec l'accélération de la réforme, un nombre croissant de ces filiales sont vendues ou transformées en sociétés par actions sans que pour autant les liens politiques disparaissent. Ainsi, le département de l'industrie des machines de

³ Shi Xianmin, *Tizhi de tupuo-Beijing shi xichengqu getihu yanjiu* [Recherche sur les entrepreneurs privés du district de Xicheng de Pékin], Pékin, Beijing shehui kexueyuan chubanshe, 1993, p. 80.

⁴ *Shenyang Ribao*, 1^{er} août 1993.

Shenyang a changé le statut de la plupart de ses entreprises en sociétés par actions grâce à la vente de tout ou partie du capital à des individus.

Le point le plus remarquable dans la création de ces entreprises, c'est la persistance d'un flou dans la gestion et l'évolution de la nature de la propriété. « Si l'entreprise est bien gérée, elle voudra accroître son autonomie par un système de contrat de gestion. Celle qui fait beaucoup de bénéfices paiera aussi les retraites de ses ouvriers. Celle qui marche moins bien économisera au moins sur les frais de salaires de l'entreprise-mère »⁵. En d'autres termes, certains employés ont la possibilité de tenter leur chance avec l'argent de l'entreprise et, si l'affaire se révèle rentable, ils peuvent négocier pour accroître leur autonomie. Autre avantage pour ces entreprises utilisant le surplus de main-d'œuvre des entreprises d'Etat : elles peuvent bénéficier d'une exemption des taxes pendant deux ans et de leur allègement pendant quatre ans.

Comme pour les *gongsi*, la création d'entreprises affiliées entre dans les stratégies d'enrichissement individuel de certains cadres ou de leurs protégés. Ces pratiques s'expliquent par l'accroissement de la marge de manœuvre des acteurs, mais elles constituent aussi un des objectifs explicites visés par le gouvernement dès le début des réformes. La volonté de résoudre le problème de la main-d'œuvre pléthorique des entreprises d'Etat a abouti à l'institutionnalisation des chevauchements. Leur omniprésence dans l'économie urbaine ne doit pas nous étonner puisque c'est sur eux que s'est construite la transition. Ils ne sont pas la dérive d'un système mais le système lui-même. Une analyse des dysfonctionnements de ce système serait impuissante à rendre compte du fait que la démaoïsation a permis une « libération » du jeu des acteurs entre économie étatique et économie marchande.

Face au renforcement de la marge de manœuvre des gestionnaires, l'Etat chinois a essayé de mettre en place un système de contrôle sur ses entreprises. Outre les tentatives peu fructueuses de restructuration des organes de contrôle traditionnels, c'est surtout la légalisation de la faillite qui aurait pu contrebalancer les nouveaux pouvoirs des gestionnaires. C'est dans cette optique que Shenyang a inauguré la première faillite de l'ère des réformes : « Avant l'institutionnalisation de la faillite, les entreprises tardaient à rembourser les emprunts. Finalement, il n'y avait plus à la banque de décompte précis des dettes. (...) Comme les entreprises n'ont pas de contraintes pour rembourser leurs dettes à une date précise, elles ne remboursent que si elles le peuvent. Autrement dit, elles retardent le remboursement autant que possible. Pourtant, aujourd'hui, les déficits ne peuvent plus déboucher sur de nouveaux emprunts, mais sur la fermeture de l'usine »⁶.

La faillite aurait dû contribuer à transformer l'environnement des entreprises publiques urbaines en mettant un terme aux marchandages entre elles et l'administration. Mais la situation n'a pas réellement changé. Les mises en faillite sont restées des cas isolés sans impact sur les autres entreprises. C'est pour cette raison,

⁵ *Shenyang disan chanye* [Le secteur des services à Shenyang], Shenyang, Liaoning chubanshe, 1993, p. 204.

⁶ *Shenyang Ribao*, 11 juillet 1986.

entre autres, que la situation catastrophique des entreprises d'Etat fait disparaître en 1993 le « bon cadre » et le « bon ouvrier » de la Une du *Shenyang Ribao*. Le gouvernement de la province dépêche 500 cadres dans les entreprises les plus endettées pour les « aider à résoudre les problèmes qui ont surgi dans la production et la gestion ». A Shenyang, 200 cadres participent à l'opération. Le but de cette politique n'est pas seulement, selon le maire, « de réduire les dettes mais aussi de montrer par quelque chose de concret, de réel et de pratique que l'administration a changé d'attitude et qu'elle est aujourd'hui au service des entreprises ». Après avoir exhorté pendant près de dix ans les entreprises à prendre leur autonomie, l'administration offre une aide qui peut être assimilée à une tentative de reprise de contrôle. En effet, le refus politique de faire usage de la loi sur les faillites laisse l'administration sans armes pour réagir à l'accroissement de l'endettement.

Même si les « entrepreneurs d'Etat » n'ont pas privatisé l'économie et ont simplement multiplié les chevauchements entre l'économie étatique et l'accumulation privée, le terme de « privatisation spontanée » n'en demeure pas moins utile. Centré sur les pratiques des gestionnaires, il a l'avantage de s'éloigner d'une définition juridique liée à la propriété des actifs. La comparaison permet de montrer que, en Chine comme en Russie, s'est développée une transformation « informelle » de la propriété des entreprises d'Etat qui a été suivie de son officialisation. Dans une perspective légèrement différente, un chercheur chinois, Yang Fan, utilise le terme d'« individualisation » (*getihua*) de la propriété étatique, et décrit le phénomène en des termes très explicites : « Possédant une large autonomie dans la gestion des filiales, les chefs d'entreprise peuvent, en jouant sur les prix, transférer la propriété étatique dans "leur" nouvelle entreprise. Ce jeu comptable permet de laisser les dettes dans l'entreprise-mère, qui déclarera la faillite. Les activités bénéficiaires dont les entreprises d'Etat sont les sponsors ont une comptabilité séparée. Ainsi, les activités non rentables restent "étatiques" alors que les activités rentables s'autonomisent progressivement »⁷.

Après avoir soutenu dans un premier temps le développement de filiales, les gestionnaires les utilisent aujourd'hui pour vider les entreprises d'Etat de leurs activités les plus productives. Ce transfert d'activités aggrave encore davantage les difficultés structurelles des entreprises d'Etat, dont il ne reste parfois plus que les carcasses. En outre, cette évolution permet de comprendre les raisons qui poussent les gestionnaires à souhaiter la faillite de leur entreprise. En effet, pour certains d'entre eux, le rôle des entreprises d'Etat dans la transition est achevé. Vidées de leurs activités les plus rémunératrices, elles ne représentent plus que des charges sociales et des dettes bancaires importantes. Soucieux de rentabilité, les « nouveaux entrepreneurs étatiques » ont hâte de se débarrasser de ce fardeau. La faillite vient alors clore une phase plus ou moins longue de privatisation spontanée.

Les chevauchements s'intègrent dans les mécanismes de reproduction sociale à l'œuvre dans la transition. Les premiers travaux d'A. Walder ont montré comment le petit monde des unités de production s'organisait à la fin des années soixante-dix. Les

⁷ *Shenyang Ribao*, 5 avril 1995.

« chaînes de dépendance » — entre les ouvriers et les cadres, entre les contremaîtres et les ouvriers, et entre les petites et les grosses entreprises — qu'il a décrites ont été largement modifiées par les réformes, mais l'unité de travail reste un monde inégalitaire structuré en réseaux⁸. Souvent perçus comme atténuant l'inégalité ou même comme rendant difficile l'accumulation de richesses, les réseaux de l'économie chinoise servent au contraire de vecteur à la reproduction de l'inégalité. La multiplication des chevauchements a été le moyen utilisé en Chine pour mener à bien une transformation de la propriété étatique. Progressivement, et par de multiples moyens, certains dirigeants d'entreprises d'Etat et certains de leurs employés ont accaparé « leur » entreprise.

Après cette période de privatisations spontanées, les déclarations du 15^{ème} Congrès représentent une officialisation des transformations de la propriété, sans pour autant que soit désigné le contenu de ces transformations. Le slogan qui accompagne la mise en œuvre de cette institutionnalisation de la « privatisation » laisse en effet peu de place au doute : « Diversifier la composition de l'économie, démocratiser les investissements, personnaliser la détention du capital et mettre en place un contrôle indirect de l'administration ». La personnalisation et la démocratisation de la détention du capital signifient que les employés des petites entreprises d'Etat peuvent et parfois doivent recapitaliser leur entreprise par l'achat individuel de parts. Dans le meilleur des cas, le directeur ou la direction sont contraints de racheter une forte proportion du capital pour se blanchir des soupçons de corruption en liant ainsi leur avenir à la réussite de l'entreprise. Le reste du capital se répartit entre les cadres et les employés. Parfois les ouvriers sont forcés d'investir leurs économies dans l'achat d'actions sans aucune valeur marchande afin de préserver leur emploi. Cette utilisation de l'épargne des employés pour lancer une dernière tentative de sauvetage des entreprises est périlleuse. La démocratisation du capitalisme chinois sera difficile à accepter si elle se résume à une socialisation des dettes.

Pourtant, la transformation de la propriété publique dépasse le cadre de ce petit jeu inégalitaire entre gérant devenu propriétaire et employés-actionnaires. Par certains aspects, la privatisation se décline sur un mode encore très étatique. Tout d'abord, le début de cette nouvelle ère a été marqué par une campagne contre les mauvais gestionnaires détournant les fonds de leur entreprise. Quelques cas exemplaires de corruption ont été dénoncés dans la presse. Si la révélation de telles affaires a peut-être pour seul but de calmer la vindicte populaire, tel n'est pas le cas des purges menées à la direction des entreprises d'Etat du Liaoning à la suite de la visite de Zhu Rongji en juillet 1997 : par mesure administrative, plus de 3 000 cadres dirigeants sur un total de 20 000 ont été remplacés, soit 15 % du personnel dirigeant des 5 000 entreprises d'Etat de la province. Il s'agit ici de réaffirmer la prégnance de l'Etat sur un élément jugé essentiel de la vie économique : le choix des dirigeants. En outre, malgré les privatisations, l'Etat continue à s'investir dans le développement. Par imitation des modèles japonais et coréen, la réforme de la propriété doit être menée de front avec

⁸ A. Walder, « Wage reform and web factory interest », *The China Quarterly*, n° 109, 1987, pp. 22-41.

une modernisation technologique. Dans cette optique, les nouveaux groupes industriels en gestation doivent mener à bien des recherches dans la technologie de pointe et ainsi augmenter la valeur ajoutée des produits du Liaoning. A Shenyang, 10 groupes ont été désignés comme les bénéficiaires prioritaires des investissements de l'Etat. Ces cinq dernières années, ils ont reçu la moitié des 8 milliards de yuans investis dans la modernisation des industries de la ville.

Un autre aspect de la présence de l'Etat concerne les fusions bureaucratiques dont le seul but est d'empêcher une faillite. Parallèlement à la constitution de 10 groupes d'intérêt national, la ville a multiplié les petits groupes, qui sont au nombre de 93 aujourd'hui. Ce type de fusions imposées n'a pas beaucoup d'impact sur le fonctionnement des entreprises. La structure de la production et la nature des produits restent souvent inchangées. Les différentes entreprises n'ont pas de liens entre elles ni au niveau de la production, ni au niveau de la gestion.

Certains groupes sont donnés en exemple de ce que devrait être le mode de gestion idéal des entreprises : un mélange de recours au soutien de l'Etat et d'initiatives autonomes. Ainsi un des groupes pétrochimiques de Shenyang, qui est composé de 20 entreprises et instituts de recherche, a réussi à mettre à profit son autonomie financière et de gestion pour mener à bien sa restructuration. Pour récolter les fonds nécessaires, il a d'abord racheté une petite usine de produits dérivés de la résine de bois qui, après restructuration, a dégagé rapidement des bénéfices. Il s'est ensuite séparé de ses restaurants, de ses écoles, de ses hôpitaux, diminuant ainsi sa masse salariale réelle de 10 millions. Il a pris des participations dans 10 entreprises de la région et a converti ses propres dettes triangulaires (auprès d'autres entreprises) en capital (avec l'accord de l'Etat). Ces premiers résultats lui ont permis d'obtenir des prêts de la banque. Enfin, son entrée en bourse, qui a eu lieu en février 1997, lui a permis de récolter 500 millions de yuans. Autre aspect extrême de cette privatisation à la chinoise, trois des départements administratifs en charge des industries légères de la ville ont été transformés très récemment en « sociétés de gestion » (*guanli gongsi*). Théoriquement autonomes, les trois nouvelles sociétés ont le pouvoir de gérer librement les actifs de leurs entreprises. Elles peuvent choisir de vendre les moins rentables et d'en racheter de nouvelles.

Ce redéploiement de l'action étatique dans certains secteurs jugés stratégiques s'explique par le rôle que l'Etat croit devoir assumer dans la conduite du développement. Il renonce à sa prétention d'être le seul gestionnaire de l'économie mais garde, officiellement en tout cas, son rôle d'organisateur et d'incitateur de la modernisation. Il est vrai que la légitimité du régime actuel est étroitement liée à sa réussite dans la conduite de la modernisation. Pourtant, ces interventions restent encore brouillonnes et parfois contradictoires. Le versant modernisateur de l'Etat chinois se distingue parfois mal du versant prédateur et rentier. Le recentrage de l'Etat sur les groupes à haute technologie et la gestion des investissements étrangers peut aussi se comprendre par l'importance des capitaux nécessaires et des profits attendus dans ces deux secteurs. De même, la mise en place d'un système fiscal moderne s'accompagne d'une prolifération des taxes et impôts divers qui frappent les activités

économiques.

La crise du travail

Les ouvriers et employés du Liaoning sont les victimes directes de la remise en cause de l'Etat socialiste, à la fois propriétaire du capital, gestionnaire direct de la vie économique et garant de la reproduction physique et de la sécurité de la « classe ouvrière » chinoise. Si les entreprises publiques sont moins des victimes que des acteurs de la restructuration et si des modalités de « sortie de crise » économique peuvent être envisagées, la question de l'emploi apparaît comme le point aveugle de cette restructuration. L'industrie du Liaoning n'a plus les moyens d'entretenir une main-d'œuvre pléthorique et ne pourra en aucun cas l'absorber dans son entier. En raison de la prudence des autorités vis-à-vis d'un problème explosif, cette crise du travail est récente, elle n'en est pas moins radicale. A une multiplication des catégories de « sans-travail » et à une aggravation de la crise salariale s'ajoute une remise en cause de la protection sociale et des avantages sociaux. On assiste à l'émergence d'un phénomène de déclassement matériel (la nouvelle pauvreté) et psychologique des résidents urbains.

Il est toujours difficile de dresser un tableau précis d'un problème social à partir des statistiques chinoises. Non seulement les chiffres sont sous-estimés et approximatifs mais les catégories étudiées sont souvent mal définies. La question du chômage est d'autant plus victime de ces mauvaises habitudes que, sous toutes les latitudes et dans tous les régimes, la notion subit quantité de distorsions. L'expression qui recouvre la réalité la plus large et qui est la moins clairement définie est celle d'« employés et ouvriers en excédent » (*fuyu zhigong*), qui regroupe l'ensemble de la main-d'œuvre pléthorique à redéployer vers d'autres secteurs. Le terme même de chômeur, en chinois *shiyue* (sans emploi), est d'utilisation plutôt récente, le terme consacré jusqu'à ces dernières années étant *daiye* (en attente d'emploi), le pouvoir affirmant ainsi que le non-emploi ne pouvait exister structurellement en terre socialiste. Le statut de *shiyue* semble réservé à ceux dont le lien salarial a été définitivement rompu avec l'entreprise du fait de sa faillite. Ce sont les seuls qui semblent pouvoir prétendre au versement d'indemnités de chômage au titre des fonds d'assurance-chômage. La catégorie des personnes en attente d'emploi (*daiye*), qui existe toujours, concerne essentiellement les jeunes gens n'ayant pas trouvé d'emploi à la sortie du système scolaire. Un autre terme est d'usage récent. Il désigne tous ceux qui sont victimes d'un retard de paiement partiel ou total des salaires (*touqian*) en raison de l'arrêt d'une entreprise (à distinguer d'une vraie faillite) ou d'un ralentissement de l'activité de l'entreprise ou encore de difficultés financières de grande ampleur.

Les *xiagang* (littéralement : « descendre du poste de travail ») sont des employés qui ne travaillent plus mais qui continuent à recevoir une partie de leur salaire : 200 à 300

yuans par mois dans les villes du Liaoning où le coût de la vie est élevé (Dalian par exemple) mais seulement 120 à 130 à Shenyang⁹. Si les employés qui sont mis à la « retraite anticipée » (*tiqian tuixiu*) constituent une des catégories les mieux définies, la notion de vacance d'emploi (*fangjia*) est plus difficile à circonscrire. L'expression semble concerner l'ensemble des personnes qui n'ont plus de lien salarial avec une entreprise ou dont ce lien est désormais extrêmement lâche, c'est-à-dire à la fois les *shiye*, les *xiagang* et ceux à qui on verse une somme forfaitaire, en fonction de l'ancienneté, pour qu'ils quittent l'entreprise sans pour autant les comptabiliser comme chômeurs véritables. Cette diversité est symptomatique de la difficulté d'aborder la question du non-emploi de manière unifiée et transparente, pour des raisons idéologiques — la Chine reste socialiste et ne peut donc produire du non-travail — mais aussi pragmatique en raison du danger socio-politique d'une attaque « frontale ». Il s'agit donc de rendre acceptable le processus de liquidation en le tronçonnant, en multipliant les politiques, ou encore en « laissant faire » les entreprises elles-mêmes, comme pour les salaires différés.

Deux catégories de chômeurs (*shiye*) doivent être distinguées. Les *shiye* proprement dits, c'est-à-dire les anciens employés d'entreprises en faillite légale, constituent la catégorie la moins nombreuse, pour partie en raison du maintien des préjugés idéologiques vis-à-vis de ce terme, pour partie en raison de la nécessité légale de les « protéger » financièrement. Les *shiye* au sens large rassemblent le premier groupe et les jeunes en attente d'emploi. Le taux de chômage est calculé à partir de cette catégorie, qui est la seule à concerner des personnes n'ayant ni revenu ni lien salarial avec un quelconque employeur. A ce titre, beaucoup d'entre elles viennent grossir le rangs des « nouveaux pauvres ». Tous les chiffres indiquent une croissance très rapide des *shiye*, quelle que soit l'acception du terme. Pour l'ensemble du Liaoning, le nombre de chômeurs urbains (les licenciés n'ayant pas d'emploi plus les jeunes en attente d'emploi) était de 329 000 en 1995, 685 000 dans la première moitié de 1996, et près de 800 000 à la fin de 1996, sur une population active urbaine d'un peu plus de 12 millions en 1995 et d'un peu moins de 11,5 millions en 1996. Un rapport du ministère du Travail et du bureau des statistiques compilant des données datant d'avril 1996¹⁰ conclut à un chiffre de 630 000. Si l'on s'intéresse seulement aux licenciés (aux chômeurs au sens le plus étroit, c'est-à-dire sans compter les jeunes en attente d'un premier emploi), la progression est tout aussi spectaculaire. Entre 1986 et 1990, on en dénombrait 10 000, entre 1991 et 1993 près de 20 000, en 1994 et 1995, de 40 000 à 50 000, dans la première moitié de 1996, 68 000 et à la fin de 1996, 110 000 ou 143 000 suivant deux auteurs différents... publiés dans le même livre.

Ces chiffres, officiels ou officieux, sont en contradiction avec d'autres estimations, tout aussi officielles ou officieuses, qui estiment à 377 000 le nombre de *daiye* pour 1996, ce qui donne, sur la base des 800 000 estimés plus haut, plus de 400 000

⁹ Dans le Liaoning, le salaire mensuel moyen est de plus de 400 yuans mais il faut ajouter à ce chiffre les différentes primes et allocations, qui représentent 50 % à 80 % du salaire.

¹⁰ Luo Bing, *Zhengming*, n° 225, juillet 1996, pp. 11-13.

licenciés. Quoi qu'il en soit, le chiffre réel du chômage doit être plus élevé puisque, d'après une source officielle, on dénombre chaque année 500 000 nouveaux chômeurs dont 300 000 jeunes qui entrent sur le marché du travail et que, en 1996, 270 000 personnes ont été licenciées d'un millier d'entreprises mises en faillite (deux tiers dans les entreprises publiques, un tiers dans les entreprises collectives). La même incertitude touche au nombre des personnes « en vacance » : une source officielle l'évalue à 680 000, ce qui placerait le nombre de personnes ayant été licenciées avec indemnité unique à 270 000, soit le nombre total des *fangjia zhigong* moins les 300 000 *xiagang* (voir ci-dessous) et les 110 000 *shiye*.

L'évaluation du nombre de travailleurs « qui ont quitté leur poste de travail » (*xiagang*) est tout aussi complexe. Pour le premier semestre de 1997, les syndicats du Liaoning l'estiment à 100 000 pour l'ensemble de la province, mais une source officielle à 300 000 pour la province et 90 000 pour la municipalité de Shenyang. Le rapport officiel cité plus haut (*note 10*) évalue le nombre de *xiagang* à 2,3 millions de personnes en avril 1996. Pour Shenyang, le *Shenyang Ribao* estime le nombre des *xiagang* à 300 000 au début de 1997 et à 350 000 pour la fin de 1997. Les divergences proviennent sans doute de l'extension que l'on donne à la notion de *xiagang*. Le rapport incorpore sans doute ceux qui ont dû quitter l'entreprise en échange d'une somme d'argent et qui ne sont pas, *stricto sensu*, des *xiagang* tout en étant à peu près dans la même situation : sans emploi mais possédant, en tout cas à court terme, un certain revenu.

Le phénomène des *xiagang* est très récent puisqu'il n'est pas antérieur à 1995. Il est clairement envisagé comme une méthode d'évacuation en douceur de la main-d'œuvre surnuméraire, en attendant une reprise du marché du travail et une adaptation de la force de travail à ce marché. Dans ce contexte, les femmes apparaissent comme les principales victimes de la crise du travail. Elles peuvent s'arrêter de travailler durant les sept années qui suivent la naissance de leur enfant mais ne reçoivent qu'une maigre allocation équivalente à celle que reçoivent les *xiagang*. Le poids des femmes dans la population des « personnes qui ont dû quitter leur poste de travail » est très important. La Fédération des femmes l'estime à 60,2 % mais d'autres sources officielles citent des pourcentages plus élevés. Enfin, la méthode qui consiste à mettre des employés en retraite anticipée vise plus directement les travailleuses. Les femmes sont concernées dès 45 ans et les hommes à 50 ans. Bien entendu, ces jeunes retraités, qui sont écartés du monde du travail de manière bureaucratique, ne touchent qu'une faible fraction de la pension qu'ils auraient touchée au terme normal de leur activité. Dans certains cas, ils reçoivent une somme forfaitaire pour solde de tout compte, dans d'autres ils ne perçoivent qu'une maigre allocation mensuelle.

La « main-d'œuvre excédentaire » (*fuyu zhigong*) est officiellement la catégorie la plus nombreuse. D'après des chiffres officiels, elle atteignait 910 000 personnes en 1995 et 1,4 millions en 1996. Comparée aux 8,53 millions d'employés et ouvriers des zones urbaines, la proportion n'est pas importante. En revanche, si l'on ne s'intéresse qu'au secteur étatique, le ratio atteint un tiers, soit 1 million de travailleurs en trop pour

3,26 millions de travailleurs d'Etat¹¹. Une autre source officielle estime la proportion à deux tiers (sur 5 millions d'employés d'Etat) et une troisième à trois cinquièmes, soit 1,7 million de travailleurs en trop. Le plus frappant dans ces statistiques, c'est que, malgré les différentes formes de mise à pied, la main-d'œuvre excédentaire continue de croître ! D'après un chercheur de l'Académie des Sciences sociales du Liaoning, les perspectives sont plutôt sombres. Tous les secteurs de l'industrie publique sont dorénavant touchés par la crise de l'emploi (y compris la mécanique, le textile et l'industrie militaire) tandis que la capacité des entreprises urbaines (toutes formes de propriété confondues) à créer des emplois diminue de façon drastique. De plus, les entreprises des cantons et des bourgs (*xiangzhen qiye*), qui pourraient intégrer une partie de la main-d'œuvre dans les banlieues agricoles des villes moyennes, voient aussi leur capacité d'absorption diminuer. Or 200 000 jeunes vont entrer chaque année sur le marché de l'emploi, ce qui porterait le taux de chômage officiel à 9 % en l'an 2000¹².

Cette projection du taux de chômage est évidemment sous-évaluée. Ainsi, un document interne (*neibu*)¹³ considère que le taux réel de chômage est déjà de 19 % dans les villes du Liaoning. Si l'on considère que le chômage concerne l'ensemble des personnes en âge de travailler et qui le souhaitent, soit les *daiye* et les *fangjiazhigong* (*shiye* licenciés, licenciés avec indemnité unique et *xiagang*), on aboutit à une hypothèse basse de 1,37 million et à une hypothèse haute de 3,1 millions pour fin 1996/début 1997. Le taux de chômage s'établirait entre 11,3% et 26% de la population active urbaine. Si l'on s'intéresse au chômage potentiel, c'est-à-dire non seulement les chômeurs mais aussi la main-d'œuvre excédentaire, on aboutit à un chiffre compris entre 3,2 millions et 4,8 millions et un taux de chômage « réel » compris entre 27,8% et 41,7%¹⁴. Pour la ville de Shenyang, des chiffres officiels évaluent le nombre de *xiagang* à 300 000 au début de 1997 et à 350 000 à la fin de la même année, et à 100 000 le nombre de chômeurs pour une population active urbaine de 2,6 millions. Le taux de chômage au sens étroit s'établirait donc à 17,3% sans compter évidemment les travailleurs « en trop », ceux qui ne reçoivent plus de salaire ou encore ceux qui ont été licenciés en échange d'une somme forfaitaire.

La catégorie des employés et ouvriers dont « le versement des salaires est soit

¹¹ D'après l'annuaire statistique officiel, le nombre d'employés et d'ouvriers des entreprises publiques du Liaoning s'élevait à 6,88 millions en 1995.

¹² Wang Zheng, dans *Jingji shehui xingshi fenxi yu yuce, 1996-1997 nian Liaoningsheng* [La situation sociale et économique, Analyse et prospective. Province du Liaoning, 1996-1997], Shenyang, Liaoning renmin chubanshe, 1997, pp. 340-351.

¹³ Les documents internes sont des documents officiels mais dont l'accès est théoriquement limité à certains cercles dirigeants et bien entendu interdit aux étrangers. Toutefois, depuis les années 1980, beaucoup de ces documents sont divulgués, notamment par la presse de Hong Kong.

¹⁴ Remarquons que ces taux énormes n'ont de réalité que dans le cadre d'une économie entièrement rationalisée et donc mythique. Ils donnent toutefois une idée de la masse considérable de la main-d'œuvre à redéployer dans les années à venir.

stoppé entièrement ou partiellement, soit différé » est sans doute la plus curieuse de toutes celles que nous venons de voir. Elle concerne en effet des gens qui ont un travail mais pas de revenus ! A la fin de juin 1996, sur l'ensemble du Liaoning, 7 847 entreprises, soit 14,2 %, avaient des salaires en retard à payer (7 000 en octobre 1995). Ces défauts de paiement concernaient 1,702 million de travailleurs pour une somme totale de 2,81 milliards (soit 1 650 yuans par tête), ce qui représentait respectivement une augmentation de 170 % et 290 % par rapport à l'année précédente.

On note aussi une augmentation très importante des difficultés de paiement des retraites qui sont, comme on le sait, versées par les entreprises elles-mêmes. Des statistiques portant sur 13 villes du Liaoning montrent que, à la fin de 1995, 2 159 entreprises (en augmentation de 17,9% par rapport à 1994) avaient arrêté, diminué ou différé le paiement des retraites à 306 000 personnes (plus 67,2% par rapport à 1994) représentant 14,5% des retraités. Parmi ces entreprises, 803 ont complètement cessé de payer leurs pensions à 110 000 personnes. La somme totale due au titre des retraites s'élève à 326 millions, soit une augmentation de 105 millions par rapport à 1994. Au début de 1996, 350 000 retraités attendaient le versement de 460 millions. Au début de 1997, une dépêche de l'agence *Xinhua* citait le chiffre de 367 000 retraités qui ne reçoivent pas ou pas en totalité leur pension, 70 % des entreprises pratiquant ce genre de rétention. Les causes directes de l'accroissement des difficultés à payer l'intégralité des pensions tiennent simultanément à la proportion très importante de retraités dans la province du Liaoning — qui possède 8 % des retraités pour un peu plus de 3 % de la population — et à la croissance du nombre de retraités sous l'effet des mises à la retraite anticipée. Par ailleurs, on ne peut exclure que certaines entreprises « économisent » les retraites pour les investir dans des activités plus fructueuses.

L'essentiel de ces salariés et de ces retraités sans revenus dépendent des 5 000 entreprises qui ont été mises en faillite ou ont cessé partiellement ou totalement de fonctionner (*pochan, tingchan, bantingchan*). Il semble que les deux dernières catégories soient les plus nombreuses puisqu'un millier d'entreprises seulement ont fait faillite. Beaucoup d'entreprises sont dans un état à peu près complet non seulement de cessation de paiement mais aussi de cessation d'activités, sans qu'aucune décision définitive ne soit prise à leur sujet. De même, il semble qu'une partie des licenciés ne soient pas (ou en tout cas pas immédiatement) classés comme *shiye*, ce qui retarde d'autant leur prise en charge financière.

Parallèlement à ces difficultés, on assiste depuis quelques années à un véritable effondrement du « système de bien-être » (*fuli*) qui faisait partie intégrante de la relation salariale dans le cadre de l'emploi public. Ce système, offrant des avantages sociaux (logement, scolarité, loisirs etc. fournis gratuitement ou à un prix symbolique par l'entreprise) et une protection sociale (retraites, frais médicaux gratuits, etc.), est destiné à disparaître afin « d'éliminer le fardeau social que supportent les entreprises », selon la formule rituelle. Il doit perdre son caractère global (touchant à l'ensemble de la vie sociale) mais réservé à une catégorie sociale pour se limiter à

certains domaines mais s'appliquer à tous. Dans ce contexte, et en l'absence d'un système universel, théoriquement déjà mis en place mais encore très partiellement appliqué, pour des raisons financières, ce sont évidemment les employés et ouvriers des entreprises publiques qui sont les plus touchés par la remise en cause des *fuli*. Ils doivent payer des loyers beaucoup plus élevés que par le passé, quand ils sont encore logés par leur entreprise, ce qui n'est plus toujours le cas. Cette hausse des loyers est théoriquement compensée par des aides à l'accession à la propriété mais qui sont réservées, de fait, à ceux qui ont su préserver ou augmenter leurs revenus. La scolarité des enfants, de moins en moins souvent assurée par les entreprises, a vu son coût s'accroître de manière très importante au rythme de l'extension de « l'économie socialiste de marché » à l'éducation. Toutefois, outre la question des retraites, le problème le plus crucial concerne la protection de la santé. Dans ce domaine, la dégradation est dramatique. Les entreprises déficitaires ne remboursent plus aucun frais médical. En 1995, 17% des retraités ne bénéficiaient d'aucun remboursement. Par ailleurs, la pratique du remboursement partiel est devenue la règle jusque dans les entreprises les plus florissantes. Quant aux chômeurs (*shiye* ou *daiye*), ils sont exclus de tout avantage social et de toute protection sociale puisque sans emploi. Comme nous le verrons, pour ces catégories, la charité remplace les *fuli*. Parmi les différentes catégories de chômeurs, les *xiagang* semblent encore profiter d'un minimum de protection et encore, en fonction des circonstances et de la situation financière de l'entreprise. D'après des sources indépendantes, seuls les professeurs et les fonctionnaires ont su conserver plus ou moins leur niveau de protection sociale.

Ces politiques de « dégraissage » et ces pratiques salariales reflètent cet état de latence dans la crise que les villes du Liaoning semblent vivre. Les choses se font sans vraiment se faire et se défont sans vraiment se reformer clairement autrement. Les différentes méthodes de délitement du lien salarial ne sont pas directement appliquées par le gouvernement local ou le gouvernement central dont dépend encore un nombre important d'entreprises. Toutes les tentatives étatiques de restructuration ont échoué, et les avancées en matière de transformation de l'appareil économique sont le produit d'incitations indirectes utilisant l'arme budgétaire. Ainsi, les mesures restrictives prises depuis 1993 sont une des causes essentielles de l'accroissement des différentes formes de non-travail. En étranglant les entreprises publiques par des restrictions de crédit et par un refus de transformer systématiquement les dettes en prêts, l'Etat les a contraintes à liquider tout ou partie de leur main-d'œuvre. Certes, les anciennes pratiques n'ont pas disparu et, dans le cadre des différentes expériences mises en place depuis 1994, certaines ont vu leur dette ou une partie de leur dette transformée en capital. Mais l'étranglement semble être devenu une politique générale, modulée en fonction des événements et des situations. D'où le caractère heurté et modulé du processus.

Heurté, à travers des phases de fièvre liquidatrice (1996) et des moments de pause, comme dans la première moitié de 1997. Ainsi, entre novembre 1996 et juillet 1997, les propos des responsables de la réforme des structures économiques de Shenyang étaient très différents. Dans le premier entretien, on nous disait qu'il fallait trancher

dans le vif, multiplier faillites et licenciements ; lors du second, il n'était plus question que de « fusions » et de « redéploiement » quasi administratif de la main-d'œuvre.

Modulé, en fonction de la situation de l'entreprise et de ses employés. Et, sur ce plan, même dans une ville comme Shenyang, l'état de santé des entreprises varie dans de grandes proportions. De l'unité de travail déjà restructurée et qui peut réutiliser une partie de sa main-d'œuvre, voire absorber d'autres travailleurs, à l'entreprise complètement, définitivement et réellement irrécupérable, il existe tout un éventail de situations intermédiaires. D'autres facteurs, comme la « qualité » des cadres (en matière de gestion mais aussi de « relations » et de position sur l'échiquier politique de l'arrondissement et de la ville), comme l'importance stratégique de l'entreprise ou encore comme le type de réaction des employés (résignation/révolte, dynamisme/conservatisme, etc.), contribuent à influencer sur le mode de liquidation mis en place. Les autorités se contentent de fournir une panoplie de méthodes et au besoin d'en laisser se développer d'autres (comme l'arrêt partiel ou total des salaires). Le contrôle direct du processus semble se limiter aux cas de faillite, sanctionnés par une décision de justice, et dont le nombre peut donc être régulé par les autorités. C'est en effet la décision la plus politique et par voie de conséquence la plus dangereuse.

Le processus de liquidation de l'emploi industriel public débouche sur l'émergence d'une « nouvelle pauvreté urbaine » et sur un phénomène de déclassement du groupe des employés et ouvriers.

La pauvreté urbaine est un phénomène nouveau. En dehors de certaines périodes de crise (le Grand Bond en avant notamment), la pauvreté a toujours été limitée à une frange étroite de la population, faite des « ennemis du régime » et de la minorité qui n'avait pas du tout accès au système d'emploi public. La plus grande partie de la population jouissait de revenus importants, en termes relatifs bien entendu. La pauvreté était donc, et continue pour une part, à être identifiée au monde rural¹⁵. Son irruption dans les villes, et notamment dans les grandes villes, est donc dramatiquement ressentie par les citoyens. D'après les chiffres officiels, en septembre 1996, 367 000 habitants des zones urbaines étaient en difficulté (*kunnan*), c'est-à-dire possédaient moins de 80 yuans de revenu par mois et par tête et 908 000 étaient classés « à bas revenus » (moins de 120 yuans par mois et par tête). Rappelons que le revenu moyen par personne s'élevait à un peu plus de 300 yuans à la même date. En 1994, certaines villes du Liaoning ont décidé de créer un « seuil de protection minimum contre la pauvreté pour les résidents urbains » (*chengshi jumin zuidi shenghuo baozhuang xian*), défini à la fois en fonction d'un « panier de la ménagère » (et donc du niveau des prix dans les différentes villes) et des capacités financières des gouvernements municipaux. En 1996, 10 villes avaient déterminé un seuil qui s'établissait en moyenne à 120 yuans. A la même période, 157 000 personnes se situaient en dessous de ce seuil de pauvreté qui déclenche automatiquement des aides diverses (permettant d'atteindre 120 ou 130 yuans de revenu par mois à Shenyang et 230 à Dalian). Ce nombre permet déjà de constater l'aspect limité de la

¹⁵ Y compris, encore aujourd'hui, dans la plupart des statistiques.

lutte contre la pauvreté puisque, sur les 908 000 personnes possédant moins de 120 yuans par mois, seulement 157 000, celles ayant la chance de vivre dans des villes importantes (Shenyang, Dalian, Benxi, Anshan, Wushun, Jinzhou, etc.) où les aides sont institutionnalisées, ont été prises en charge en 1996. A Shenyang, le seuil de pauvreté se situe à 85 yuans par tête. Au début de 1997, 41 000 personnes étaient dans cette situation sur une population urbaine totale de 4,76 millions, soit un peu moins de un citoyen sur 100 ; chiffre sans nul doute sous-évalué.

Les catégories les plus touchées par la nouvelle pauvreté sont les retraités, notamment ceux qui n'ont pas d'enfant et donc pas de soutien, les employés « en vacance » et ceux qui ne touchent plus (ou plus qu'une partie de) leur salaire. Les familles en difficulté présentent les caractéristiques suivantes. D'abord, elles ont vu le nombre de salaires disponibles diminuer, de nombreux membres de ces familles étant sans travail, non payés ou incapables de travailler. Ensuite le niveau des salaires dont elles disposent a eu tendance à baisser, soit en valeur absolue, soit le plus souvent en termes relatifs en raison de l'inflation. Les produits alimentaires sont en effet ceux qui ont le plus augmenté dans les années récentes. Ainsi en 1995, le prix des céréales a crû de 39 % et celui de la viande de 29 %, et l'on assiste à une baisse régulière du niveau des retraites en termes réels. Enfin, les membres de ces familles n'ont pas, d'après la version officielle, les capacités (*nengli cha*) nécessaires à une reconversion. Plus prosaïquement, et pour sortir de cette terminologie moralisante, ils n'ont pas les moyens financiers ou les relations nécessaires pour trouver un autre emploi voire un deuxième emploi, ou encore profiter de revenus non salariaux. Quant aux *xiagang*, ils semblent mieux se tirer d'affaire que les autres catégories, car non seulement ils continuent à recevoir une partie de leur salaire mais, comme on le verra, ils jouissent d'un traitement de faveur qui en fait une espèce d'« aristocratie du chômage ».

Quelle que soit la croissance de la pauvreté, le phénomène dominant reste le déclassement social généralisé. On assiste en réalité à une transformation de la structuration sociale urbaine. Certes, dans l'imaginaire citoyen, le prestige social reste lié à la possession d'un emploi dans le secteur public, mais cette norme est battue en brèche, notamment dans les jeunes générations, par un autre critère qui place le niveau du revenu au premier rang

Ecarts de revenu entre les citoyens du Liaoning, 1985-1996

Années	1985	1988	1990	1992	1994	1995	1996*
Revenu annuel par tête des 10% de foyers dont les revenus sont les plus élevés (a)	1 081	1 798	2 252	3 019	5 117	6 147	5 778
Revenu annuel par tête des 10% de foyers dont les revenus sont les plus bas (b)	367	659	864	1 030	1 390	1 697	1 213
Rapport a/b	2,9	2,7	2,6	2,9	3,6	3,6	4,7
Revenu annuel moyen des citoyens	647	1 096	1 399	1 739	2 751	3 307	2 783

* janvier-septembre

Source : Jin Si, « Chengzhen zhigong fupin xianzhuang ji duice yanjiu » [Situation de la pauvreté parmi les ouvriers et employés des zones urbaines et étude des mesures adoptées pour lutter contre ce phénomène] dans *Jingji shehui...*, op. cit. (note 12), pp. 328-339 (p. 333).

de la détermination des statuts. Et, dans ce domaine, les employés et ouvriers sont particulièrement mal placés, en tout cas ceux qui ne possèdent qu'un emploi et qu'un emploi *salarié*. Les chercheurs insistent d'ailleurs beaucoup sur le fait qu'il existe désormais un vrai problème de répartition (*fenpei zhidu*) de la richesse sociale (*shehui fucai*) qui débouche sur la pauvreté et une inégalité croissante des revenus. Ainsi, dans les six premiers mois de l'année 1996, les salaires ont augmenté de 7,9 % en termes réels et les revenus non salariaux (revenus financiers et boursiers et revenus issus du secteur privé et individuel) de 39,5 %. Il faut aussi prendre en compte l'importance des revenus de la corruption et des activités informelles (usure, coulage, trafics divers) et criminelles. La catégorie des 10 % supérieurs dont il est question dans le tableau couvre les cadres reconvertis plus ou plus ouvertement dans la valorisation du capital plus ou moins privé ou/et dans l'économie de la corruption, les entrepreneurs privés, et les employés qualifiés. Non seulement ces catégories sociales profitent de revenus élevés, mais encore elles peuvent investir dans le secteur financier et boursier et accroître encore leurs revenus. Dans ce domaine aussi la désindustrialisation s'accompagne d'une croissance du secteur financier. Comme le note l'auteur du tableau, le phénomène n'en est qu'à ses débuts : « Le caractère anormal du système de répartition ne pourra pas être changé à court terme, les revenus gris et les revenus de la corruption persisteront, et la richesse sociale continuera à être dirigée vers un petit nombre de gens ».

Vers une socialisation de la crise du travail

Les réactions de la population urbaine du Liaoning à la politique de liquidation ont été particulièrement violentes. Tous nos interlocuteurs ont reconnu que, depuis 1993-1994, les grèves, occupations d'usine, sit-in, pétitions, entre autres formes de protestation, se sont multipliés. Ils s'empressaient néanmoins d'ajouter, restant en cela dans la tradition du discours bureaucratique, que, depuis la mise en place des politiques de lutte contre la pauvreté et de soutien à l'emploi, « la situation s'était nettement améliorée ». Ces mouvements sociaux sont difficiles à quantifier au niveau provincial. Alors que les chiffres portant sur l'ensemble du territoire abondent, notamment dans la presse de Hong Kong, il faut se contenter pour les provinces d'un rapport de la police indiquant que, dans la première moitié de 1995, 79 grèves et grèves perlées et 68 rassemblements, manifestations et signatures de pétitions avaient eu lieu dans le Liaoning. Néanmoins, les déclarations officielles et les articles de la presse chinoise font généralement état du ressentiment de la population et du danger que constituent

ces mouvements de protestation populaire pour la stabilité sociale. D'ailleurs, malgré une certaine amélioration de la situation, des incidents continuent d'éclater ; incidents provoqués par des *xiagang* protestant contre leur mise à pied, des employés non payés ou des salariés auxquels on vient d'annoncer la fermeture de leur entreprise. Il semble que le mécontentement soit beaucoup plus souvent le fait de groupes intermédiaires que de catégories sociales en très grande difficulté (chômeurs ou nouveaux pauvres), sans doute en raison de l'isolement des individus après la rupture avec la communauté de travail. Ce phénomène démontre le maintien d'un fort attachement de la population urbaine au système salarial socialiste. Pour elle, le paradigme de l'emploi reste défini par la stabilité et la protection sociale.

La criminalité est un autre produit de la crise du travail et de nombreux articles traitent de la question dans la presse régionale et municipale. Agressions et vols se multiplient dans les zones urbaines sur fond d'appauvrissement général des employés et des ouvriers. Comme il est de coutume depuis quelques années, on accuse « ceux qui viennent de l'extérieur » (*waidilai*) de cette criminalisation alors que le lien entre crise sociale et crime paraît tout à fait pertinent.

Face à ces « fléaux » que constituent hausse de la criminalité et agitation ouvrière, les autorités locales ne restent pas sans réaction. Le discours (des officiels comme de la presse) sur le chômage est simple, plein d'optimisme et contradictoire. Simple, car la nécessité de réformer l'appareil de production est maintenant acceptée comme une évidence. Les entreprises doivent devenir viables et il faut que tout le monde s'adapte à cette norme. Plein d'optimisme, car les difficultés actuelles sont considérées comme temporaires, liées à la période de transition que connaît l'économie chinoise. Dans une telle phase, les « gisements d'emploi sont encore cachés » et les « esprits » ne sont pas encore habitués aux nouvelles nécessités du marché du travail. Une phrase rituelle est omniprésente dans les propos de la presse et de nos interlocuteurs : « Beaucoup de travailleurs sont sans emploi mais beaucoup d'emplois sont sans travailleurs » (*haoduo ren mei huo gan, haoduo huo mei ren gan*). Contradictoire, car on affirme à la fois le rejet du libéralisme et du capitalisme sauvage, et la nécessité de libérer les entreprises de la contrainte sociale, de dégager l'Etat du fardeau de la protection sociale et de laisser les gens se débrouiller. Contradictoire aussi est le jugement porté sur la mentalité de la population. Une même personne peut critiquer l'esprit rétrograde des *xiagang* ou des chômeurs incapables de renoncer à leurs privilèges et à la disparition du paradigme de l'emploi socialiste et, quelques minutes plus tard, louer le dynamisme du peuple qui développe des trésors d'ingéniosité « pour trouver une nouvelle voie ». Ces contradictions et ces difficultés, les autorités tentent, si ce n'est de les résoudre, du moins de les contourner en socialisant la crise du travail et en assouplissant considérablement un certain nombre de règles morales.

En effet, comme dans le cas de la gestion des licenciements, les autorités se retirent du contrôle direct du processus pour fixer un cadre général d'action aux acteurs de base. Organisations de masse (syndicats, branches des jeunesses communistes et de la fédération des femmes), comités de résidents, entreprises, administrations locales sont appelés à travailler de conserve pour régler les problèmes. Il ne s'agit donc pas de

quitter ce terrain, beaucoup trop important politiquement, mais d'en céder la gestion à des organismes qui se situent à l'interface entre le pouvoir et la population. Ce processus de socialisation touche à deux domaines différents. Le premier concerne l'emploi. La « société » (ou plutôt ce que le pouvoir perçoit sous ce terme, c'est-à-dire l'ensemble des organismes qui l'encadrent) doit se mobiliser pour dénicher ces supposés gisements d'emplois. L'autre volet concerne le « soutien aux pauvres et aux gens en difficulté ». Dans ce domaine, l'abandon des politiques étatiques unifiées laisse le champ libre à l'apparition de la charité dans le paysage social chinois. Dorénavant, il ne s'agit plus de régler le problème structurel, et pour ainsi dire consubstantiel à l'histoire de la Chine, de la pauvreté rurale, ou d'aider quelques familles frappées par le malheur, mais de gérer un problème social endémique et créé par le pouvoir lui-même.

Dans ce contexte, on assiste à la transformation des organes de contrôle de la population en « services sociaux ». Certes, les mouvements de masse ont toujours assuré un rôle social mais ce rôle restait marginal par rapport aux tâches proprement politiques. Aujourd'hui, l'utilisation même de l'expression « services sociaux » (*shehui fuwu*) renvoie à une hypertrophisation des missions sociales au détriment du travail de contrôle politique.

La « politique » de redéploiement de la main-d'œuvre s'appuie sur le « Projet pour le réemploi » (*zaijiuye gongcheng*), constitué d'un ensemble de mesures, de textes administratifs et d'initiatives plus ou moins spontanées, dont il est bien difficile de déterminer la genèse et de suivre l'évolution. Ce projet a été adopté au niveau municipal en 1994 dans trois villes du Liaoning, Shenyang, Anshan et Jinzhou. Il vise à modifier le système de répartition de la main-d'œuvre et de création d'emplois en fonction de l'évolution du public des sans-travail. Comme on l'a vu, il ne s'agit plus de trouver du travail « aux jeunes en attente d'emploi » (*daiye*) mais de redéployer une population de chômeurs. Il ne s'agit plus d'affecter autoritairement des jeunes diplômés à des unités de travail mais de dégager des gisements d'emplois et de stimuler un marché du travail. C'est le vice-gouverneur de la province qui est à l'origine de cette initiative, mais il semble que le niveau provincial n'ait qu'un rôle d'harmonisation des mesures. Ce sont les « petits groupes dirigeants du Projet pour le réemploi », placés sous la direction du maire, qui, au niveau municipal (14 villes à la fin de 1995), constituent les véritables organes opérationnels. Ils fixent des objectifs chiffrés (notamment en nombre d'emplois) aux organes des districts et des arrondissements.

Les cibles prioritaires de ce projet sont les anciens employés des entreprises publiques et des entreprises collectives qui « ont perdu leur poste de travail et sont en vacance d'emploi depuis plus de 6 mois ». A chaque niveau administratif, ce projet doit être intégré aux plans fixés par les gouvernements locaux. Dans certains cas, il est même devenu une priorité absolue. L'idée-force du projet tourne autour de la notion d'« emploi autonome » (ou plutôt « auto-subsistant », *zimo zhiye*). Chacun doit créer une activité lui permettant de subvenir à ses besoins, la « société » (c'est-à-dire les mouvements de masse et les organes administratifs de base ainsi que les entreprises) devant se mobiliser pour assister ce processus « d'autonomie ». Si toute une série de

mesures en faveur des sans-travail ont été adoptées, l'essentiel n'est pas, aux yeux du pouvoir, dans cette production législative mais dans la multiplication d'initiatives « sociales » plus ou moins suscitées par la puissance publique.

En ce qui concerne les politiques préférentielles visant les sans-travail, de nombreux exemples d'expériences réussies sont cités dans les colonnes du *Shenyang Ribao* et dans les travaux de recherches. Les ouvriers surnuméraires sont incités à créer de nouvelles activités productives, les entreprises d'origine fournissant matériels et terrains et les banques une petite somme ; parfois même une partie des fonds d'assurance-chômage est prêtée pour faire démarrer la production. Une entreprise de transport a éliminé plus de 1 500 employés (sur 5 000) dont la plupart ne venaient plus travailler mais, dans le même temps, elle a créé de nouvelles activités qui ont permis d'employer 200 *xiagang*. Les entreprises qui engagent des *shiye* peuvent recevoir des aides des fonds de soutien d'urgence pour les chômeurs (*jiujijin*). Celles qui engagent des *xiagang* voient diminuer leur contribution au Fonds de soutien à la production. Les personnes qui recommandent avec succès un chômeur à un emploi d'une durée supérieure à six mois reçoivent 200 yuans.

Une attention particulière est portée à ceux qui ont un « emploi autonome ». Ils constituent une nouvelle catégorie de travailleurs. Apparemment, ils ne diffèrent guère des travailleurs individuels (*getihu*) (petits artisans et commerçants). Pour l'essentiel ils officient dans des marchés de rue, font du transport ou créent de petites entreprises. Le traitement de faveur tout relatif dont ils jouissent n'a pas de lien avec leur activité mais avec leur statut de chômeurs ou de *xiagang*. Le département de la construction de la ville prête un terrain, l'administration de l'industrie et du commerce qui s'occupe des patentes et de la gestion des marchés divise par deux la taxe de gestion (*guanlifei*), et l'autorité fiscale les dispense d'impôts.

Les *xiagang* qui désirent s'installer à leur compte doivent être aidés financièrement par leur ancien employeur. La très grande majorité des emplois (80 %) concerne les services et le secteur indépendant au sens large (travailleurs individuels, travailleurs autonomes, plus marginalement entrepreneurs privés). La vente est notamment très développée. Shenyang possède actuellement 183 marchés de rue et quelques marchés de gros, la plupart en plein air. Les bureaux de rue (*jiedao banshichu*), le niveau le plus bas dans la chaîne administrative, semblent jouer un rôle déterminant dans la création de ces marchés où la plupart des marchands sont des *xiagang*. Un de ces bureaux a ainsi dépensé 6,5 millions pour créer 6 marchés de rue (marché aux puces, marchés de produits agricoles, etc.) employant 3 500 *xiagang*. En 1995, les organisations de quartier et de rue (bureaux de rue, sections de base des mouvements de masse, comités de résidents) ont créé 80 000 emplois à Shenyang. La plus grande partie de ces activités sont de très faible ampleur. Sur les marchés de rue, chaque étal ne propose que quelques articles achetés en gros auparavant : tee-shirts, vêtements de sport, chaussures, sacs, stylos, etc. Les gains sont manifestement très limités, quelques yuans par article, mais, obtenus par des gens qui reçoivent par ailleurs une petite allocation, ils permettent « d'arrondir les fins de mois ». La très longue durée d'ouverture des étals (ouverts toute la journée, 365 jours sur 365) permet aussi de

maximiser le volume des affaires. En dehors des marchés, d'autres initiatives visent à créer des emplois censés répondre au besoin du marché. Une section de la Fédération des femmes a acheté et équipé 20 étals mobiles pour permettre à 50 femmes *xiagang* de se rendre dans les quartiers pour vendre des produits de première nécessité. En dehors des aides matérielles, il existe aussi toute une activité de « recommandation » destinée à aider les gens à s'installer. Les syndicats, la Fédération des femmes, le bureau local du travail recommandent les *xiagang* ou les chômeurs auprès des banques pour un prêt ou auprès des administrateurs des marchés pour ouvrir un stand. Cette action, dans un pays où « avoir des relations » est une condition *sine qua non* de la réussite sociale, est déterminante.

Le deuxième volet du Projet concerne la formation. Formation technique bien sûr, qui est destinée à adapter la main-d'œuvre au nouveau marché du travail. Les stages sont extrêmement variés, de la couture au gardiennage en passant par l'informatique ou la plomberie. Entre 1994 et 1995, 200 000 chômeurs et travailleurs surnuméraires ont reçu une formation. Formation psycho-idéologique aussi, destinée, suivant l'expression courante, à « changer les conceptions en matière de choix d'un emploi » (*zhuanbian zeye guannian*). Il s'agit de détruire dans l'esprit de la population urbaine le paradigme du salariat socialiste. Les syndicats, la Fédération des femmes, la Ligue des jeunes communistes organisent des stages d'éducation et de propagande aux nouvelles réalités. Dans l'ensemble de la province, on a créé plus de cent centres d'orientation à l'emploi (*jiuye zhidao zhongxin*) et 4 300 « groupes de formation aux changements de poste de travail » (*zhuangang peixunban*). En 1996, l'ensemble de ces structures a participé à une campagne d'éducation aux « trois prises de conscience » (*san zi*) : prendre conscience de l'importance d'épargner les postes de travail, de s'adapter au marché et d'utiliser les énergies latentes.

La presse participe à ce courant « dynamiseur » en publiant des exemples de réussite individuelle. Tel(le) *xiagang* a fait fortune dans la restauration, tel autre a créé une usine de chaussures. Des chômeurs ont fondé une usine d'ameublement. Le message est clair et insiste avec beaucoup de détermination sur le fait que tout est possible si l'on consent à changer d'état d'esprit.

Le dernier volet du Projet touche à l'organisation et à la rationalisation du marché du travail. Il est jugé nécessaire de rapprocher l'offre et la demande de travail. Au milieu de 1996, on dénombrait 1 275 établissements fonctionnant comme des agences pour l'emploi (le terme chinois est *zhiye jieshaosuo*, littéralement « centre d'introduction à l'emploi »). Un an plus tard, Shenyang en possédait 1 078 à elle seule. Ces agences ne sont pas créées par les autorités mais par des bureaux de rue et des comités de résidents pour régler les problèmes des habitants du quartier. On enregistre les chômeurs (en distinguant *xiagang* et *daiye*), et on essaie de trouver une solution pour chacun d'eux¹⁶.

¹⁶ Le Bureau du travail (*laodongju*) de la ville de Shenyang s'est lui-même transformé en « agence pour l'emploi ». Son hall d'accueil, que nous avons visité, est constitué de guichets où les chômeurs viennent prendre des renseignements au sujet des annonces présentées (sur support papier ou, modernisation oblige, sur des écrans) et au sujet des différents stages organisés. Quant à la façade du bâtiment des syndicats de Shenyang, elle comporte de grands tableaux présentant des offres d'emploi écrits à la craie.

Toutes ces mesures coûtent évidemment très cher, et même si la réorientation des missions des organisations de masse et des administrations a débouché sur une réorientation parallèle de leurs finances, il semble qu'une grande partie du financement d'origine officielle provienne du fonds d'assurance-chômage. Une source officielle précise que, sur les 210 millions collectés dans l'ensemble de la province en 1995, 65 millions ont été utilisés dans le cadre du Projet. Une autre (également officielle) que, depuis la création de cette assurance (1986) et jusqu'en juin 1996, 958 millions ont été collectés et 513 millions dépensés. 53,5 % de cette somme ont été utilisés en fonds de secours et frais médicaux pour les chômeurs et le tiers en charges afférentes au Projet.

Bien évidemment, le Projet est considéré comme un succès, lequel se mesure au fait que « dorénavant moins de gens viennent se plaindre aux maires ». Depuis sa création, en 1994, jusqu'en juin 1996, on a déjà replacé 600 000 personnes dont 540 000 travailleurs surnuméraires et 60 000 chômeurs. Mais, derrière ce succès, se profilent déjà quelques difficultés. Sur les 600 000 individus replacés, 400 000 l'ont été dans les services, secteur qui en Chine est souvent synonyme de précarité. Le degré de précarité est déjà élevé lorsqu'il s'agit de travailleurs individuels et privés — parmi les 378 000 employés d'entreprises individuelles et privées de Shenyang, 143 000 sont d'anciens travailleurs surnuméraires — mais que dire des travailleurs « autonomes »¹⁷ ? La plupart de nos interlocuteurs (fonctionnaires ou chercheurs) se sont plaints de la mauvaise volonté de certains chômeurs à accepter d'entrer dans cette économie où « chacun doit produire ses propres moyens d'existence ». Certains *xiagang*, au moins dans les premiers temps de leur changement de statut, semblent préférer toucher leur maigre allocation et trouver une « combine » quelconque, plutôt que d'accepter le bond en arrière culturel et financier que représente un emploi mal payé, précaire et sans protection sociale. La plupart des offres d'emploi que nous avons pu consulter au Bureau du travail ou au siège des syndicats n'étaient guère alléchantes. Les salaires allaient de 400 à 600 yuans et les avantages sociaux étaient réduits.

Derrière le succès transparaît aussi l'affaiblissement des ressources financières. Non seulement le financement du Projet est jugé insuffisant en regard de l'aggravation de la situation de l'emploi, mais les sources de financement se rétrécissent. Certaines entreprises et branches industrielles et, plus grave, certains gouvernements locaux refusent de payer leurs cotisations à l'assurance-chômage¹⁸ et, depuis 1992, les fonds récoltés ne cessent de baisser. On imagine sans peine que les responsables d'entreprises et les autorités préfèrent investir que de participer à la résolution d'un problème social. Il faut aussi remarquer qu'en dehors du Projet, les investissements

¹⁷ Dans la première moitié de 1996, sur 200 000 personnes replacés, 24% étaient *zimou zhiye*. La plupart étaient petits vendeurs, nourrices, serviteurs, etc.

¹⁸ De manière plus générale, des critiques sont portées par les chercheurs sur l'attitude de certaines autorités qui n'appliquent pas les différents textes adoptés, ces dernières années, en vue de favoriser l'emploi et la protection des travailleurs : « Loi sur le travail », « Loi sur la promotion de l'emploi », « Règlements sur la gestion du marché du travail ».

publics destinés à créer des emplois sont eux aussi en baisse. Avant 1985, 60 millions par an étaient investis chaque année ; or ce chiffre est tombé à 36 millions environ entre 1985 et 1990 et à 14 millions en 1995. Quant aux fonds des mouvements de masse, ils sont surtout destinés à des soutiens d'urgence en faveur d'individus en très grande difficulté.

Des chercheurs estiment qu'un poste de travail coûte 1 500 yuans et qu'il faudrait donc trouver 500 millions chaque année pour résoudre la question de l'emploi. Cette façon inhabituelle d'aborder le problème — il s'agit de créer des emplois et non de créer de la richesse par le travail — est symptomatique d'une véritable révolution dans la façon d'envisager l'avenir. On ne se pose pas la question de savoir si une société où tout le monde serait « serviteur » ou marchand est une société viable. On se contente d'« imaginer » des solutions. Ainsi on a calculé que, si les secteurs individuel et privé connaissaient une croissance annuelle de 10 %, 250 000 à 300 000 nouveaux emplois pourraient être créés chaque année. On compte aussi sur l'exportation de main-d'œuvre pour résoudre le problème du chômage, étant donné qu'il manquerait 30 à 35 millions de travailleurs à travers le monde !

Afin de trouver de l'argent, un chercheur suggère de s'inspirer des expériences menées dans d'autres provinces et qui visent à socialiser le financement de la politique de l'emploi. Ainsi, dans le Shaanxi, les unités dont le salaire par tête dépasse le double de la moyenne provinciale et les entreprises qui ont le droit d'employer des travailleurs migrants doivent payer une contribution pour l'emploi. La police doit reverser 30 % des sommes qu'elle perçoit au titre de la taxe d'administration des habitants temporaires. 10 % de la taxe sur les lits, de la taxe sur les banquets et de la taxe sur le chiffre d'affaires des bals et boîtes de nuit servent à financer des projets de création d'emplois. D'autres provinces consacrent une partie de l'impôt sur le revenu au même objectif.

A côté de la recherche de gisements d'emploi, l'autre grande mission de la société est de soutenir la population en difficulté. Cette irruption de la charité dans l'univers jusque-là protégé de la société urbaine n'est pas laissée au bon vouloir de la population. Elle est prise en charge par les mouvements de masse dans le cadre d'un autre projet lancé par les autorités et qui vise à « Offrir de la chaleur » (*song wenhuan gongcheng*). D'apparition récente, le souci caritatif tend pourtant à devenir omniprésent et à influencer jusqu'au mode de répartition des allocations de chômage. Le versement de ces allocations, qui protégeaient 95 % des travailleurs des entreprises publiques et 70 % des travailleurs des entreprises collectives à la fin de 1996, ne répond pas à des procédures standardisées. D'après des sources tout à fait officielles, « il arrive que les ouvriers et employés dont l'entreprise est mise en faillite ne profitent pas des fonds d'assurance chômage »¹⁹, sans que l'on sache précisément la raison d'un tel « oubli ». Même lorsque des versements ont lieu, ils semblent être ponctuels, en fonction des difficultés et sans doute aussi de la force revendicative des chômeurs, et non sur une base régulière et égalitaire. Il faut rappeler qu'une grande partie des sommes collectées au titre de l'assurance-chômage est dépensée en fonds d'urgence.

¹⁹ Jin Si, *op. cit.*

En raison des faiblesses du système de protection, de nouveaux mots d'ordre ont été lancés comme « Soutenir les ouvriers en grande difficulté des entreprises en difficulté » (*fuzhu kunnan qiye tekun zhigong*). Quant au projet « Offrir de la chaleur », il est apparu en 1994 dans 14 villes. Il vise à rassembler des fonds et à stimuler les initiatives en faveur des pauvres. On crée des centres de vente de céréales à bas prix, on distribue de l'argent au moment des fêtes, on réserve des lits d'hôpitaux aux ouvriers sans ressources, on rend visite à des familles pauvres en leur apportant une aide exceptionnelle. En juin 1996, on recensait 1 326 fonds (soit 374 de plus qu'en 1995) gérant 110 millions de yuans. Sur ce total, 90 millions ont été distribués à 645 000 personnes sous forme d'aide pour le paiement des loyers, des factures de gaz, d'électricité et de charbon, de diminution des frais de scolarité, de vente à bas prix de céréales, etc. Sur l'ensemble de l'année 1996, ce sont 150 millions qui ont été collectés et 400 000 travailleurs pauvres devaient recevoir 300 à 500 yuans au moment du nouvel an chinois de 1997, soit un total compris entre 120 et 200 millions.

Les initiatives prises dans le cadre de ce projet ne sont pas les seules à s'intéresser à la nouvelle pauvreté. Si les syndicats doivent officiellement y jouer le premier rôle, ils possèdent par ailleurs leurs propres activités caritatives. Ils distribuent eux aussi des sommes d'argent au moment du nouvel an chinois et du nouvel an solaire et effectuent un véritable travail de *lobbying* dans toutes les instances où ils sont représentés. La Fédération des femmes distribue du lait et fait effectuer des petites réparations au domicile des pauvres. Les cellules du Parti et de la Ligue des jeunesses communistes pratiquent aussi ce genre d'aide d'urgence.

L'argent provient en partie des fonds publics et des fonds propres des mouvements de masse, mais le recours aux dons est loin d'être négligé. On compte d'abord sur les dons directs à l'intérieur de la famille et du cercle des relations. Lors d'un entretien, un responsable syndical a beaucoup insisté sur l'importance de l'épargne populaire pour aider la population pauvre sous forme de prêts ou de dons. Mais on compte aussi sur la générosité « spontanée », en fait largement suscitée, de ceux qui ont échappé à la crise. Cette aide ne vise pas des individus en particulier — elle tranche donc avec la charité traditionnelle — mais la société dans son ensemble. La presse et les autorités évoquent longuement et fréquemment l'exemple de ces cadres généreux. Certains donnent chaque mois à un fonds d'aide une somme qui peut aller d'un yuan à beaucoup plus. En 1996, 30 000 cadres dirigeants ont versé 100 millions et distribué environ 1,8 million en produits de première nécessité à des retraités et travailleurs en difficulté. Les cadres d'une usine de Shenyang ont rassemblé plus de 40 000 yuans pour aider les travailleurs dans le besoin. Des responsables d'un arrondissement de Shenyang donnent de l'argent à des élèves pauvres et méritants. On utilise le système du parrainage (*yibangyi*, littéralement « l'un aide l'autre ») pour résoudre un certain nombre de cas. Ainsi 33 cadres de base de Shenyang ont pris sous leur protection 33 chômeurs pour les aider à trouver du travail mais aussi pour les soutenir dans les problèmes qu'ils rencontrent dans la vie quotidienne.

La générosité des cadres est un thème très à la mode qui vise à montrer que, contrairement au sentiment de nombre de citoyens, les dirigeants ne sont pas des gens

sans cœur uniquement occupés à « faire de l'argent » en utilisant leurs prérogatives. La propagande tente ainsi d'atténuer l'impression, renforcée comme nous l'avons vu par l'analyse des chercheurs, que le problème de la pauvreté est en partie lié à la question de la « répartition anormale de la richesse sociale » et en particulier à la question de la corruption. Les opérations de propagande prennent parfois un caractère franchement ostentatoire, quand, par exemple, un retraité de Shenyang, ancien ouvrier modèle, dont la pension n'a pas été versée depuis deux ans, reçoit la visite surprise du secrétaire du Parti du Liaoning, Gu Jinchi, qui vient lui apporter du riz, de la farine, de l'huile et 800 yuans. Ce genre de visite est désormais monnaie courante à tous les niveaux administratifs.

Les travailleurs individuels et les entrepreneurs sont les autres catégories sociales qui sont mises à contribution. La presse de Shenyang cite l'exemple d'un commerçant du marché de gros de Wuai qui vient d'engager un *xiagang*, ou encore celui d'une « entrepreneuse » ex-*xiagang* : grâce à cette citoyenne-modèle, la boucle de la sortie de crise est bouclée. Elle et son mari se sont lancés dans l'économie privée en ouvrant un restaurant et en créant une société. Ayant fait fortune, ils vont aider à leur tour, par l'intermédiaire de la Fédération des femmes (le détail est important), leurs ex-camarades chômeurs à trouver une nouvelle voie. Ces initiatives sont à replacer dans les pratiques d'évergétisme que tout entrepreneur réussissant dans les affaires se doit de financer. Comme nous l'avons vu à propos de la recherche de fonds, les entreprises prospères sont ou seront aussi sollicitées pour des raisons identiques. La progression des inégalités, jugée désormais légitime, doit être néanmoins atténuée par la redistribution.

On compte aussi sur la générosité du peuple. Des loteries sont organisées un peu partout dans le Liaoning pour collecter des fonds. De 1987 à 1996, on a vendu l'équivalent de 750 millions en billets dont 220 millions ont été orientés vers l'aide aux personnes dans le besoin.

Une des caractéristique essentielles des pratiques caritatives est leur fort encadrement. A tous les niveaux, on retrouve les mouvements de masse comme intermédiaire entre donateurs et population à aider. Certes, des individus se lancent à titre individuel dans l'action caritative, comme ce professeur qui a créé un petit réseau d'entraide pour aider un jeune élève dont le père est hospitalisé et la mère *xiagang*, mais de tels cas sont rares et ne débouchent pas sur la création d'associations type ONG.

Malgré toute cette activité et cette relative abondance financière, la pauvreté ne semble pas endiguée, comme le montre le développement de l'usure. D'après le *Liaoning Ribao*, des travailleurs individuels et des personnes qui ont de l'argent (sans doute des cadres enrichis) prétendent vouloir aider les gens en leur prêtant de l'argent mais les réduisent en réalité aux pires extrémités par des taux d'intérêt monstrueux. Ces usuriers sont souvent associés à des bandits. La situation est particulièrement sérieuse dans les petites villes dans lesquelles les activités caritatives sont moins développées que dans les grandes cités. Quoi qu'il en soit, les chercheurs et les autorités considèrent que la constitution de fonds d'aide à la pauvreté exercera à

l'avenir une très forte pression sur les finances publiques.

La politique de l'emploi comme la politique contre la pauvreté révèlent une évolution très sensible de l'ethos économique des autorités. En acceptant de renoncer à un certain nombre de principes, elles font preuve d'un laxisme moral de plus en plus marqué. Le premier renoncement concerne la soumission au principe de la gestion capitaliste de la force de travail et au recours aux services et au secteur indépendant pour écouler la main-d'œuvre surnuméraire. Le pouvoir doit compter sur les initiatives de la société, même s'il continue à encadrer et à orienter ces initiatives. Les autorités doivent apprendre à utiliser de nouvelles méthodes peu légitimes du point de vue de la morale socialiste (collectes, loteries) et surtout doivent apprendre à fermer les yeux sur un certain nombre de pratiques vénielles mais symptomatiques, comme la vente à la sauvette. Ainsi avons-nous été témoin du curieux ballet exécuté par les fonctionnaires de l'administration de l'Industrie et du Commerce et des vendeurs illégaux du marché de gros de Youai. Ceux-ci revendent sans autorisation des marchandises au détail. Chaque passage d'une « patrouille » de fonctionnaires, annoncé par des guetteurs, est immédiatement précédé du rangement ultra-rapide des ballots de vêtements puis suivi d'un redéballage tout aussi rapide. De toute évidence, l'autorité ne cherche pas à mettre fin à ces ventes mais simplement à en empêcher toute normalisation par l'entretien d'un sentiment d'insécurité chez les contrevenants.

Le laxisme est encore plus manifeste dans le cadre du développement de l'économie du sexe. La ville de Shenyang s'est peuplée de saunas, karaokés, restaurants et autres instituts de massage dont la plupart couvrent des activités de prostitution. La plupart des hôtels offrent aussi de tels services. En tant que centre commercial et administratif, Shenyang attire énormément de marchands et de cadres qui constituent une clientèle relativement argentée. Ces activités, sur lesquelles les autorités ferment pudiquement les yeux, posent néanmoins de sérieux problèmes d'ordre public en raison de la criminalisation de la police. D'après le *Liaoning Ribao*, beaucoup de cadres de la sécurité publique et de policiers gèrent ou protègent des lieux publics de distraction et des magasins qui proposent des services sexuels ou qui organisent des jeux d'argent. Certains possèdent des parts dans ces établissements, d'autres utilisent des prête-noms. Au printemps 1997, les autorités du Liaoning ont tout de même décidé de lancer une campagne pour mettre fin à de tels agissements.

Les ambiguïtés d'une sortie de crise

La liquidation du secteur public est un des chantiers de réformes qui permettent le mieux de mesurer la nature de l'évolution des rapports entre l'Etat et l'économie. Mais c'est aussi un lieu privilégié d'analyse de la place du travail dans la société post-maoïste et des nouvelles relations qui émergent entre les travailleurs et la classe dirigeante. Contrairement aux lieux communs sur le « retrait de l'Etat » et la victoire de

l'économie de marché, l'Etat est omniprésent dans les processus de réforme des entreprises publiques. Il n'est pas moins acteur que par le passé, son action est simplement plus indirecte, plus médiatisée qu'auparavant. Dans le processus de « dégraissage » de l'emploi public, ce sont les entreprises qui ont l'initiative, mais à travers des modalités définies par les autorités municipales. Dans le domaine de l'emploi et de la protection sociale, ce ne sont plus des procédures administratives et universelles qui s'imposent. Ce sont les niveaux de base des administrations et surtout des mouvements de masse qui « gèrent » directement ces actions, seul le volet financier étant pris en charge, dans une large mesure, par la puissance publique. Socialisation ne signifie toutefois pas démocratisation ou participation de la population. L'initiative individuelle n'est pas refusée, mais elle doit passer par un média para-officiel.

Le processus de liquidation de l'emploi public est administré par les « gestionnaires » des entreprises, groupe flou rassemblant directeurs d'usine et responsables de branches industrielles. Autrement dit, la dévolution du pouvoir économique à la « société » a débouché sur un accaparement des voies d'accumulation par la bureaucratie intermédiaire qui est devenue un acteur de la réforme²⁰. On assiste à l'affirmation d'une couche de « gérants-proprétaires » qui se situent au cœur du processus de para-privatisation en raison de l'importance de l'accès aux ressources de l'Etat dans le contrôle de la restructuration. Dans ce contexte, la liquidation de l'emploi public apparaît comme une ultime étape. Réforme après réforme, l'autonomie de la direction des entreprises s'était déjà considérablement accrue, mais la persistance de l'emploi à vie limitait leur marge de manœuvre. Les gestionnaires devaient mettre en place des stratégies de contournement pour agir de manière autonome. Depuis le 15^{ème} Congrès, ils n'auront plus besoin de détourner les actifs de l'Etat pour développer des activités annexes puisque ce détournement est pour ainsi dire institutionnalisé dans le cadre de sociétés par actions qui permettent toutes les configurations. Les gestionnaires ne deviendront pas pour autant des propriétaires au sens strict du terme. L'Etat favorise un modèle de restructuration fortement influencé par les exemples japonais et coréen. L'importance des financements qu'exige un tel modèle donne à la puissance publique un rôle éminent. D'ailleurs, l'accès au capital des entreprises semble devoir être limité à des entités politico-économiques (holdings contrôlés par des municipalités ou des provinces) et non à des groupes privés. Les entreprises publiques ne sont pas liquidées mais « recrées ». Elles sont bien liquidées en tant que lieux de production et de détermination des rapports de production mais non en tant qu'institutions, éléments essentiels du contrôle sur les sources d'accumulation. Leur mode de fonctionnement ne s'est pas transformé mais a intégré peu à peu les nouvelles contraintes introduites par la réforme. Il en résulte un « capitalisme flou » dans lequel public et privé, légal et illégal, affectivité et rationalité s'articulent avec plus

²⁰ A. Kernen, « Les entreprises d'Etat, acteurs de la transition chinoise », *Perspectives chinoises* n° 42, sept.-oct. 1997.

ou moins de bonheur²¹.

Quant au travail d'« accompagnement social », il est géré par les organisations intermédiaires officielles. Dans le domaine du « réemploi », ce phénomène aboutit à l'apparition d'un pseudo-marché du travail contrôlé par les « gestionnaires de la société ». Le découpage de la société urbaine en cellules administrées donne à la politique de création d'emplois un aspect néo-féodal. Chaque cellule a « ses » chômeurs à « recaser », « ses » emplois de proximité à délimiter, « ses » *xiagang* à recommander, « ses » pauvres à soutenir. Cette reconversion des instances parapubliques dans la gestion du social semble se faire sans toucher aux structures existantes. Mais elle introduit néanmoins de nouveaux phénomènes — la charité publique — et de nouvelles attitudes — diversification des financements, affaiblissement des tâches politiques. Le conservatisme de l'architecture du contrôle social est aussi un gage d'efficacité. En territorialisant fortement le travail social, l'Etat oblige chacun à se mobiliser pour les siens, y compris les entreprises qui doivent inclure dans leurs stratégies de para-privatisation un certain contrôle social. En faisant appel à la « société » sans la changer, on lui permet de mobiliser toutes les énergies.

Du point de vue économique, le processus de para-privatisation est apparemment un succès. Beaucoup d'entreprises ne sont plus que des coquilles vides dont la seule activité est de payer des salaires et des avantages sociaux et la seule valeur de fournir une base politique et relationnelle aux nouvelles entreprises. La « privatisation » de l'industrie publique serait une affaire réglée — réglée paradoxalement, certes, grâce à l'apparition d'un capitalisme dominé par les détenteurs de pouvoir, mais réglée tout de même — si la question des hommes et de leur reproduction ne restait entière. En effet, la caractéristique essentielle de la réforme de l'économie urbaine est qu'elle ne peut être envisagée exclusivement d'un point de vue économique, d'un point de vue pour ainsi dire extérieur à ses conséquences sociales. L'absence d'autonomie de l'économique implique précisément une intervention étatique, rendant impossible une autonomisation de certaines forces sociales mais permettant finalement la reproduction de la société plus ou moins en l'état. Malgré tout ce que nous avons dit de la nouvelle pauvreté des résidents et de leur déclassement, ils restent en fait des privilégiés de la crise. La mise en place d'un minimum social, les opérations caritatives, le maintien des liens communautaires familiaux ou territorialisés permettent à la situation d'être supportable (et supportée). Le vrai *Lumpenproletariat* ne se situe pas dans la société urbaine mais parmi ceux qui en sont exclus, c'est-à-dire les migrants d'origine rurale. Une partie d'entre eux ont réussi financièrement — les vendeurs des marchés de gros de Wuai ou Youai par exemple — mais beaucoup sont exploités dans des ateliers tenus par leurs concitoyens des provinces méridionales ou deviennent des esclaves de la ville — comme les paysans du Liaoning travaillant comme chiffonniers dans les grandes cités de la province. Les résidents de Shenyang possèdent manifestement une marge de manœuvre par rapport à la restructuration économique ; marge de

²¹ Jean-Louis Rocca, *L'entreprise, l'entrepreneur et le cadre. Une approche de l'économie chinoise*, *Les Etudes du CERI* n° 14, avril 1996 ; Jean-Louis Rocca, « Le capitalisme chinois ou les paradoxes du flou », *Pouvoirs* n° 81, avril 1997, pp. 21-30.

manœuvre qui permet par exemple à certains *xiagang* de refuser les emplois précaires et souvent mal rémunérés qu'on leur propose et de s'installer dans un entre-deux acceptable : une allocation fixe pour l'essentiel et la « débrouille » pour le superflu.

L'ampleur de cette marge de manœuvre est fonction des ambiguïtés idéologiques et politiques du régime, symbolisées par son nouveau slogan emblématique (le socialisme de marché), des dangers que représente le chômage pour la stabilité sociale et de l'importance de Shenyang dans l'architecture administrative et économique. Centre politique et carrefour commercial du Nord-Est du pays, axe de communication avec la Russie et accessoirement le Japon et la Corée, Shenyang possède des atouts que sa bureaucratie exploite avec détermination²². Comment Pékin pourrait-il accepter qu'une telle ville bascule dans le chaos ? Ce danger potentiel permet aux autorités de faire du chantage auprès des autorités centrales et d'obtenir des subsides supplémentaires. On ne peut en effet imaginer que les ressources financières destinées à la gestion sociale proviennent exclusivement des caisses locales. Quand un seul bureau de quartier dépense 6,5 millions pour créer 6 marchés, on peut légitimement penser que les ressources disponibles dépassent le niveau de la collecte de l'assurance-chômage et des dons. Les analyses des chercheurs locaux sur la diminution des moyens financiers pourraient participer de cette logique du chantage : plus le tableau sera noir, plus les aides d'urgence seront importantes²³. Chacune de nos questions concernant d'éventuels transferts a été suivie de dénégations, et nos interrogations sur la contradiction entre les fonds officiellement engagés et les activités menées ont toujours reçu des réponses dilatoires. Dans un pays où les finances publiques sont réparties moins en fonction de procédures rigoureuses que de continuels conflits et négociations, une telle hypothèse est tout à fait probable.

Pourtant, et malgré le souci du centre d'éviter les incidents, la question du travail urbain n'est pas résolue, même à court terme, à Shenyang et dans le Liaoning. D'abord, les solutions trouvées pour employer les ouvriers surnuméraires ne sont que temporaires. Ensuite, non seulement le processus de restructuration continue à exclure des travailleurs mais le succès même de ce processus ne fera qu'aggraver la situation du travail : dans les services et l'industrie manufacturière, les provinces du Sud représentent une concurrence redoutable pour les autres régions. Enfin, l'arrivée massive de nouvelles générations sur le marché du travail et la pression migratoire apparaissent comme d'énormes contraintes sur les politiques de l'emploi.

²² La situation est la même pour une ville comme Pékin, où les aides sont suffisamment importantes pour que les *xiagang* féminines puissent se permettre de refuser de nouveaux emplois dans le secteur non public : voir Kong Mengzhi, « Jingsao yu hong pingguo » [Les belles-sœurs de Pékin et les *hong pingguo*], *Zhengming* n° 231, janvier 1997, pp. 39-41.

²³ Il faut remarquer à ce propos que les incidents les plus sérieux et les plus violents qui ont émaillé l'année concernent des villes industrielles moyennes, et notamment celles du Sichuan, et non de grandes cités. Peut-on expliquer ce phénomène par le statut politique, social et stratégique inférieur de ces agglomérations par rapport aux grandes métropoles de la côte ?

Bibliographie

Sources en chinois

CAO Siyuan, *Pochan fengyun* (Le bouleversement de la loi sur la faillite), Pékin, Zhongyang bianyi chubanshe, 1996.

CHEN Fangzhi, *Dongbei shi tantao* (Discussion sur l'histoire du Nord-Est), Pékin, Zhongguo shehui kexueyuan chubanshe, 1995.

DAN Chengshen & LI Guohong, *Zhongguo zibenzhuyi gongshangye de shehuizhuyi gaizao, liaoning juan, shenyang fence* (La transformation socialiste de l'industrie et du commerce capitalistes, partie sur Shenyang dans la province du Liaoning), Pékin, Zhonggong dangshi chubanshe, 1992.

Dongxiang (Tendances), Hong Kong.

GE Yanfeng, « Chengzhen pinkun wenti baogao » (Rapport sur la pauvreté urbaine) in Jiang Liu, Lu Xueyi, Dan Tianlun, *1996-1997 nian zhongguo shehui xingshi fenxi yu yuce : shehui lanpishu* (Analyse et prévision de la situation sociale en Chine de 1996-1997), Zhongguo shehui kexue chubanshe, Pékin, 1997.

JIN Pei, « Guoyou qiye wenti : jiannan guoqi hequ hecong » in Xu Ming, (ed.), *Guanjian shike : dangdai zhongguo jidai jiejué de 27 ge wenti*, Pékin, Jinri zhongguo chubanshe, 1997.

JIN Si, « Chengzhen zhigong fupin xianzhuang ji duice yanjiu » (Situation de la pauvreté parmi les ouvriers et employés des zones urbaines et étude des mesures adoptées pour lutter contre ce phénomène) dans *Jingji shehui xingshi fenxi yu yuce, 1996-1997 nian liaoningsheng* (La situation sociale et économique. Analyse et prospective, province du Liaoning, 1996-1997), Shenyang, Liaoning renmin chubanshe, 1997.

Jingji shehui xingshi fenxi yu yuce, 1995-1996 nian liaoningsheng, (La situation sociale et économique. Analyse et prospective, province du Liaoning, 1995-1996), Shenyang, Liaoning renmin chubanshe, 1996.

Jingji shehui xingshi fenxi yu yuce, 1996-1997 nian liaoningsheng, (La situation sociale et économique. Analyse et prospective, province du Liaoning, 1996-1997), Shenyang, Liaoning renmin chubanshe, 1997.

Jiushi niandai (Les années 1990), Hong Kong.

Liaoning tongji ju, zhongdang sheng xuanchuan, *1949-1984 liaoning 35 nian: jingji he shihui fazhan chengjiu* (1949-1984, 35 ans d'histoire du Liaoning : les exploits du développement économique et social), Shenyang, Liaoning renmin chubanshe, 1984.

Liaoning Ribao (le Quotidien du Liaoning).

Liaozhongnan jingji yanjiu keti zu, *Liaozhongnan jingji yanjiu* (Etude sur l'économie du centre-sud du Liaoning), Shenyang, Liaoning renmin chubanshe, 1987.

Shenyang disan chanye (Le secteur des services à Shenyang), Shenyang, Liaoning chubanshe, 1993.

Shenyang nianjian 1997 (Annuaire de Shenyang), Pékin, Zhongguo tongji chubanshe, 1997.

Shenyang Ribao (le Quotidien de Shenyang).

SHI Xianmin, *Tizhi de tupuo—Beijing shi*

xichengqu getihu yanjiu (Recherche sur les entrepreneurs privés du district de Xicheng de Pékin), Pékin, Beijing shehui kexueyuan chubanshe, 1993.

SONG Zehang, « Liaoning jingji shichanghua chengdu de kaocha — yu jiangsu, shandong, guangdong sansheng bi jiao » (Comparaison sur le passage à l'économie de marché dans les provinces du Liaoning, du Shandong et du Guangdong), *Shehui kexue jikan*, 1994, vol 5.

WANG Zheng, dans *Jingji shehui xingshi fenxi yu yuce, 1996-1997 nian liaoningsheng* (La situation sociale et économique. Analyse et prospective, province du Liaoning, 1996-1997), Shenyang, Liaoning renmin chubanshe, 1997.

ZHAO Zixiang, *Zhongguo xiandaihua yu shichang jingji de shehuixue — zhongguo xiandaihua jin Cheng zhong de shehuixue wenti yanjiu* (Sociologie de la modernisation et de l'économie de marché de la Chine — Analyse des problèmes sociologiques liés aux réformes), Shenyang, Liaoning renmin chubanshe, 1996.

Zhengming (Rivalisons), Hong Kong.

Zhongguo diqu fazhan yu chanye zhengce (Développement régional et politique industrielle en Chine), Pékin, Caijing chubanshe, 1994.

Sources en langues occidentales

CHOU Shun-Hsin, « Railways development and economic growth in Manchuria », *The China Quarterly* n° 45, 1971, pp. 57-84.

McCORMACK, G., *Chang Tso-lin in Northeast China, 1911-1928. China, Japan and Manchurian Idea*, Stanford University Press, 1977.

HU I-min, « Liaoning's rapid industrial growth is the victory of Party general line » in *Liaoning Province During the Last Decade : Shenyang* (Mukden), Research Microfilm

Publication n° 545, 1960.

HUCHET, J.-F. « Transfert de technologie et accumulation de capacités technologiques dans les entreprises d'Etat de l'industrie électronique de RPC (1978-1991) », *Revue Tiers Monde* vol. 36, n° 13, juillet-septembre 1996.

JIANG Qinggui, « State asset management reform : clarified property rights and responsibilities », in World Bank, *Policy Option of Chinese State-Owned Enterprises*, Washington, Discussion Paper n° 335, 1996, pp. 91-108.

JOHNSON, S., KROLL, H., EDER, S., « Strategy, structure, and spontaneous privatisation in Russia and Ukraine » in Vedat Milor (ed.), *Changing Political Economies : Privatisation in Post Communist and Reforming Communist States*, Boulder, Lynne Rienner, 1994.

KERNEN, A., « Shenyang apprend à gérer ses pauvres », *Perspectives Chinoises* n° 40, mars/avril 1997.

KERNEN, A., « Des entreprises d'Etat, acteurs de la transition chinoise », *Perspectives Chinoises* n° 42, septembre/octobre 1997.

KORNAL, J., *The Socialist System : The Political Economy of Communism*, Princeton, Princeton University Press, 1992.

LI Wen, LU Dadao (ed.), *Industrial Geography of China*, Pékin & New York, Science Press, 1995.

ROCCA, J.-L., « La confusion des devoirs. Corruption et bureaucrates en Chine à la fin de l'Empire et dans les années 1980 », *Revue française de Sciences politiques* vol. 44, n° 4, août 1994, pp. 647-665.

ROCCA, J.-L., « La corruption et la communauté. Contre une analyse culturaliste de l'économie chinoise », *Revue Tiers Monde* vol. 37, n° 147, juillet-septembre 1996, pp. 689-702.

ROCCA, J.-L., « Le capitalisme chinois ou les paradoxes du flou », *Pouvoirs* n° 81, avril 1997, pp. 21-30.

ROCCA, J.-L., *L'entreprise, l'entrepreneur et le cadre. Une approche de l'économie chinoise*, Les Etudes du CERI n° 14, avril 1996, 38 pages.

SCHUMPETER, E.B. (ed.), *The Industrialisation of Japan and Manchukuo 1930-1940. Populations, Raw Materials and Industry*, New York, Macmillan, 1940.

SHUELLER, M., « Liaoning struggling with a burdens past » in D.S. Goodman (ed.), *China Provinces in Reform*, London, Routledge, 1997, pp. 93-121.

STAPANEK, J.B., « China's enduring state factories : why the years of reform have left China big factories unchanged » in Joint Economic Committee, Congress of United States (ed.), *China Economic Dilemmas in the 1990s : The Problems of Reform, Modernization and Interdependence*, Armonk, M.E. Sharpe, 1992, pp. 440-453.

WALDER, A., « Wage Reform and Web Factory Interest », *The China Quarterly* n° 109, 1987, pp. 22-41.

XIAO Geng, « Managerial autonomy, fringe, benefits and ownership structure : a comparative study of Chinese state and collective enterprises », *Research Paper Series* n° 20, Socialist Economies Reform Unit, Country Economies Dept. World Bank, Washington DC, 1991.